

RAPPORT



DÉMILITARISATION ET DÉCRIMINALISATION DE LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIÈRE EN AFRIQUE CENTRALE

Enjeux pour la sécurité régionale

Natali Kossoumna Liba'a

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à exprimer sa profonde reconnaissance aux responsables de l'Institut d'études de sécurité pour leur aide précieuse, ainsi qu'au Professeur Saïbou Issa pour son accompagnement dans la formulation et la rédaction de ce projet. L'auteur remercie également tous les contributeurs et les éditeurs pour leur collaboration.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Natali Kossouma Liba'a est géographe pastoraliste et enseignant-chercheur à l'Université de Maroua, au Cameroun. Ses recherches portent sur le pastoralisme, la criminalité rurale, les conflits agropastoraux, la gestion des ressources naturelles, le développement rural et les dynamiques socio-territoriales en milieu soudano-sahélien. Auteur de plusieurs ouvrages scientifiques, il a notamment publié sur les éleveurs mbororo du Nord-Cameroun, les mutations du nomadisme pastoral, ainsi que sur l'eau et les pressions exercées sur les territoires et les ressources naturelles.

© 2026 Institut d'études de sécurité
Tous droits réservés.

Les droits d'auteur sur la publication dans son ensemble appartiennent à l'auteur et à l'Institut d'études de sécurité (ISS), et toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation écrite et expresse des auteurs et de l'éditeur. Les opinions et analyses exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses administrateurs, des membres de son conseil consultatif ou de ses donateurs. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Cover: © Philippe Desmazes/AFP via Getty Images

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

www.issafrica.org

Sommaire

Acronymes et abréviations	ii
Résumé exécutif	1
Méthodologie	2
Principales conclusions et recommandations.....	3
Introduction	4
Économie et géographie du pastoralisme	6
Cartographie des pistes de transhumance transfrontalière	6
Dynamiques de marché et chaînes de valeur	8
Économie des corridors pastoraux et captation criminelle	10
Conflits le long des itinéraires de transhumance	12
Intensification des tensions entre agriculteurs et éleveurs.....	12
Intensification des tensions entre éleveurs et pêcheurs	13
Interaction entre les activités des groupes armés et le pastoralisme	15
Boko Haram : Insécurité et impacts sur l'économie pastorale	15
Les bandes armées : Vols et razzias de bétail	19
Le FACT : insécurité, taxation illégale et entrave à la mobilité pastorale	20
L'UFR : enjeux sécuritaires et mutations forcées du pastoralisme.....	21
Le CCMSR : contrôle des couloirs pastoraux et fiscalité coercitive	22
Les ex-Séléka : contrôle armé et recompositions forcées	23
L'UPC : reconfiguration coercitive des dynamiques pastorales transfrontalières.....	23
La LRA : désorganisation durable des mobilités pastorales.....	24
Les Anti-balaka : violences communautaires, prédation armée et effondrement des mobilités pastorales ...	24
Les zaraguinas : criminalité armée, prédation pastorale et désintégration des corridors de transhumance ..	25
Le MLC et FDP : L'hybridation des violences armées	26
Les groupes ambazoniens : la déstabilisation du pastoralisme.....	26
Groupes armés associés à certains éleveurs mbororo :	
raids armés et déstabilisation des équilibres communautaires	28
Économie des corridors : entre flux licites et captation criminelle	29
La métamorphose sécuritaire du pastoralisme	31
L'armement des bergers et des communautés d'éleveurs : facteurs de militarisation et conséquences.....	31
Fragmentation et contrôle armé des espaces d'élevage	34
Le climat comme catalyseur des violences armées	34
Conclusion	36
Recommandations	37
Notes	41

Acronymes et abréviations

3R	Retour, réclamation et réhabilitation
ACLED	Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CCMSR	Conseil de commandement militaire pour le salut de la République
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FACT	Front pour l'alternance et la concorde au Tchad
LRA	Armée de résistance du Seigneur
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MLC	Mouvement pour la Libération du Cameroun
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
UFR	Union des forces de la résistance
UPC	Unité pour la paix en Centrafrique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international



Résumé exécutif

Le pastoralisme transfrontalier constitue un pilier économique, social et territorial majeur en Afrique centrale, particulièrement entre le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine (RCA) et, dans une moindre mesure, l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Fondée sur la mobilité saisonnière des troupeaux, cette activité structure les échanges régionaux, soutient les moyens d'existence de nombreuses communautés rurales et contribue à l'approvisionnement des marchés urbains et frontaliers.

L'argument central du rapport repose sur le constat que la crise actuelle du pastoralisme transfrontalier dépasse les seules tensions agropastorales, les effets du changement climatique et l'insécurité armée, mais traduit plus profondément la capture progressive des corridors pastoraux, des marchés à bétail et des flux commerciaux par des groupes armés, des bandes criminelles et des réseaux de prédation transfrontaliers. Dans les zones où l'État est faiblement présent, le bétail devient une réserve de valeur mobile, les pistes de transhumance deviennent des espaces de taxation coercitive, et les marchés pastoraux deviennent des lieux de recyclage, de revente ou de captation de revenus illicites.

Ces dynamiques transforment les équilibres traditionnels du pastoralisme. La raréfaction des pâturages, la pression foncière, les conflits d'usage entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs, ainsi que la circulation illicite des armes, se combinent à l'enracinement de groupes armés et de réseaux criminels dans les zones frontalières. Les couloirs de transhumance, les troupeaux et les marchés à bétail ne sont donc plus uniquement des infrastructures économiques pastorales : ils deviennent des actifs stratégiques au sein d'économies de guerre et de prédation. Cette captation se manifeste à travers les vols de bétail, les razzias, les enlèvements contre rançon, les rackets, les taxes illégales, le trafic d'armes et le contrôle coercitif des itinéraires.

Cette économie de prédation implique une pluralité d'acteurs, notamment des groupes armés, des coupeurs de route, des trafiquants, des intermédiaires commerciaux, des intermédiaires du transport, des complices locaux et des agents corrompus. Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, les groupes armés opérant en RCA, les bandes criminelles actives dans les zones rurales et les réseaux de taxation informelle contribuent à désorganiser durablement les corridors pastoraux entre le Cameroun, le Tchad, la RCA et la RDC. L'ampleur du phénomène est considérable : entre 2010 et 2020, les conflits

agropastoraux et les violences liées au vol de bétail ont causé plus de 15 000 morts en Afrique de l'Ouest et centrale, tandis qu'aux frontières Tchad-Cameroun, 230 décès liés aux vols de bétail ont été enregistrés entre 2015 et 2024.

L'insécurité chronique transforme profondément les pratiques pastorales. Face à l'absence de protection étatique et à la faiblesse des mécanismes de régulation, de nombreux éleveurs adoptent des stratégies défensives, notamment le port d'armes, la modification forcée des itinéraires, le fractionnement des troupeaux ou l'abandon de trajectoires transfrontalières. Cette dynamique alimente la militarisation des territoires pastoraux tout en renforçant la stigmatisation des éleveurs, souvent assimilés aux acteurs violents ou aux réseaux criminels. Le pastoralisme se trouve ainsi pris dans une double logique de vulnérabilisation et de criminalisation.

Ces constats modifient profondément la compréhension du pastoralisme en Afrique centrale. Le secteur n'est plus seulement fragilisé par les aléas climatiques, les tensions rurales ou les conflits locaux, mais devient également révélateur des recompositions sécuritaires, économiques et criminelles à l'échelle régionale. Les défaillances de la gouvernance foncière, de la sécurisation des mobilités, de la traçabilité du bétail et de la coopération transfrontalière permettent aux acteurs coercitifs d'imposer leur fiscalité, de contrôler les corridors et de capter une part croissante de la valeur issue de l'économie pastorale.

Les recommandations du rapport découlent directement de ce diagnostic, en distinguant clairement les communautés pastorales des réseaux organisés qui exploitent leur vulnérabilité. Ces recommandations reposent sur cinq priorités : sécuriser les corridors pastoraux, renforcer la traçabilité du bétail et des flux commerciaux, lutter contre les économies criminelles liées à la transhumance, consolider les mécanismes locaux de médiation et de gouvernance foncière, et renforcer la coopération régionale aux niveaux sécuritaire, administratif et opérationnel.

L'enjeu n'est donc pas seulement de protéger les éleveurs ou de réduire les conflits agropastoraux. Il s'agit aussi d'empêcher que les corridors pastoraux ne deviennent des espaces de captation criminelle, en renforçant la capacité des États et des institutions régionales à les réguler et à les sécuriser. C'est à cette condition que la transhumance pourra redevenir un facteur de mobilité productive, de coexistence communautaire et d'intégration régionale, plutôt qu'un levier d'économie prédatrice et de fragmentation sécuritaire.

Méthodologie

Cette recherche repose sur une approche multidisciplinaire combinant des données qualitatives et quantitatives. L'analyse croise les dimensions économiques, géographiques, sociopolitiques, sécuritaires, institutionnelles et opérationnelles pour examiner les interactions entre pastoralisme, violence armée et criminalité transfrontalière. Le corpus documentaire mobilisé s'appuie sur un ensemble de sources institutionnelles, opérationnelles et académiques, parmi lesquelles figurent les publications de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le pastoralisme, la transhumance et la résilience agropastorale. Ces sources incluent notamment celles de la FAO (2019, 2022–2024), de la FAO et de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) (2018), ainsi que de la FAO et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (2021), les rapports humanitaires du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) (2022–2025), les analyses de l'International Crisis Group (2014, 2020, 2021, 2024). Ces sources sont complétées par les données et rapports produits par la REACH Initiative, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en

République centrafricaine (MINUSCA), l'ISS et le Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés (ACLED), ainsi que par les travaux de ministères nationaux, d'agences des Nations unies, d'ONG internationales et d'études scientifiques.

L'étude s'appuie également sur des enquêtes de terrain et une démarche de triangulation des sources, incluant des missions réalisées dans plusieurs zones frontalières stratégiques. La période principale d'observation s'étend de 2023 à 2025, complétée par l'intégration d'enquêtes menées en 2015 et 2020 pour renforcer la profondeur temporelle de l'analyse.

Principales conclusions et recommandations

- Les principaux constats du rapport sont les suivants :
- Les couloirs de transhumance transfrontaliers ne sont plus seulement des espaces de mobilité pastorale ; ils sont devenus des zones de prédation où se combinent vols de bétail, razzias, rackets, enlèvements contre rançon, taxation illégale et contrôle coercitif des itinéraires.
- Le bétail, les marchés pastoraux et les axes de mobilité constituent désormais des actifs stratégiques dans des économies de prédation, exploitées par des groupes armés, des bandes criminelles, des trafiquants, des intermédiaires économiques et des réseaux transfrontaliers de crime organisé.
- L'insécurité chronique, l'insuffisance de la protection publique, la corruption, l'absence de traçabilité du bétail et la prolifération du trafic d'armes favorisent la captation criminelle des filières pastorales et poussent certains acteurs pastoraux à adopter des stratégies défensives, notamment le recours aux armes.
- Le changement climatique, la pression foncière et la raréfaction des ressources accentuent les conflits locaux entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs, tout en rendant les itinéraires pastoraux plus vulnérables à l'emprise des groupes armés, des coupeurs de route et des réseaux de racket.
- La crise actuelle du pastoralisme révèle une faiblesse structurelle de la gouvernance foncière, sécuritaire, commerciale et régionale. Elle montre que l'absence de coordination entre autorités nationales, locales et régionales laisse prospérer des systèmes parallèles de taxation, de protection armée et de financement illicite.

Les recommandations prioritaires du rapport sont les suivantes :

- Renforcer la sécurisation des corridors de transhumance, des points d'eau, des zones de pâturage et des marchés à bétail, en ciblant en priorité les zones exposées aux vols, rackets, enlèvements et taxations illégales.
- Renforcer la lutte contre le trafic d'armes, le vol de bétail, la contrebande, les rançons, la taxation illégale et les circuits de financement criminel liés à l'économie pastorale transfrontalière.
- Mettre en place des mécanismes de traçabilité du bétail, des laissez-passer pastoraux sécurisés et des systèmes de suivi des mouvements de troupeaux afin de limiter la revente de bétail volé et l'infiltration des marchés par des flux illicites.
- Déployer une gouvernance foncière inclusive associant États, communes, chefferies, comités locaux de paix, organisations pastorales, agriculteurs, pêcheurs, femmes et jeunes, afin de prévenir les conflits d'usage et de restaurer la confiance entre les communautés.
- Renforcer la coopération régionale entre les États, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la CBLT, les agences onusiennes, les missions de paix, les partenaires techniques et financiers et les organisations locales, afin de dissocier durablement l'élevage de la criminalité transfrontalière, de la violence armée et des économies de prédation.



Introduction

À l'échelle de l'Afrique centrale, les mobilités pastorales transfrontalières occupent une place structurante dans l'organisation des territoires, des échanges et des relations sociales. Entre le Tchad, le Cameroun, la RCA et, dans une moindre mesure, l'est de la RDC, ces dynamiques dessinent un espace régional interconnecté où circulent non seulement des troupeaux, mais aussi des personnes, des capitaux, des normes d'accès aux ressources et des formes d'autorité. Loin d'être une pratique marginale, la transhumance relie les espaces sahéliens, soudaniens et forestiers, tout en contribuant à l'approvisionnement des centres urbains et des marchés frontaliers.

Ces circulations s'inscrivent dans une histoire longue, marquée par des ajustements permanents entre contraintes écologiques, régulations coutumières, autorités locales et cadres étatiques. La mobilité pastorale repose sur des savoirs spécialisés, une connaissance fine des saisons, des pâturages et des points d'eau, ainsi que sur des arrangements négociés permettant le passage des troupeaux d'un territoire à l'autre. En ce sens, le pastoralisme transfrontalier dépasse la simple activité économique : il constitue un mode d'occupation de l'espace, une forme pratique de gouvernance de la mobilité et un système de relations entre communautés, administrations et pouvoirs locaux.

Cependant, les dynamiques contemporaines ont profondément reconfiguré cet environnement. Les espaces pastoraux sont désormais traversés par des tensions qui dépassent la seule gestion des ressources naturelles. L'affaiblissement des institutions de médiation, la fragmentation de l'autorité dans les zones périphériques, la circulation illicite des armes, la multiplication des groupes armés et l'expansion des économies criminelles redéfinissent les conditions mêmes de la mobilité pastorale. Dans ce contexte, les frontières ne sont plus de simples limites interétatiques, mais deviennent des zones de concurrence, d'opportunité et parfois de confrontation, où se recomposent les rapports entre sécurité, économie et contrôle territorial.

Ce rapport entend déplacer le regard porté sur le pastoralisme transfrontalier en Afrique centrale, en l'analysant non seulement comme un système de production et de mobilité, mais aussi comme une grille de lecture des recompositions contemporaines de l'ordre régional. En se concentrant sur les corridors reliant le Cameroun, le Tchad, la RCA et la RDC, l'étude examine l'évolution des acteurs présents, la

résilience ou le déclin des formes locales de régulation, ainsi que l'émergence de nouvelles pratiques de contrôle territorial.

L'analyse ne réduit pas l'insécurité pastorale à l'action des seuls groupes armés. Elle montre également que les corridors de transhumance sont devenus des espaces d'ancrage pour différentes formes de criminalité transfrontalière organisée, notamment les vols et la revente de bétail, les enlèvements contre rançon, le racket, la taxation illégale, le trafic d'armes, la contrebande et le blanchiment des revenus issus de l'économie pastorale. Ces pratiques impliquent une diversité d'acteurs — groupes armés, bandes criminelles, coupeurs de route, intermédiaires commerciaux, réseaux de transport, complices locaux et agents corrompus — qui exploitent la mobilité du bétail, l'isolement des espaces pastoraux et la porosité des frontières afin de capter une partie de la valeur produite par le pastoralisme.

L'objectif est donc double. Il s'agit, d'une part, de montrer comment les espaces de transhumance sont devenus des lieux stratégiques où s'entremêlent enjeux économiques, tensions sociales, logiques criminelles et rapports de pouvoir et, d'autre part, de définir les conditions d'une sécurisation durable des mobilités pastorales. Une telle sécurisation suppose une meilleure articulation entre gouvernance locale, coopération transfrontalière, lutte contre le crime organisé et prise en compte des réalités vécues par les communautés concernées. En ce sens, le pastoralisme apparaît comme un terrain privilégié d'observation des recompositions territoriales, économiques, criminelles et sécuritaires à l'œuvre en Afrique centrale.



Troupeaux et militaires traversent ensemble le pont de Semliki, dans le Nord-Kivu (RDC). Dans un contexte d'insécurité persistante, des mesures de sécurité sont nécessaires pour faciliter les déplacements des éleveurs le long des axes frontaliers stratégiques. © Philemon Barbier/AFP via Getty Images



Économie et géographie du pastoralisme

Cartographie des pistes de transhumance transfrontalière en Afrique centrale

Les itinéraires de transhumance reliant le Cameroun, le Tchad, la RCA et l'est de la RDC constituent une structure vitale pour des millions d'éleveurs. Leur cartographie permet d'identifier précisément les zones de friction, les points de passage sensibles et la répartition des ressources essentielles. Ces couloirs, s'ils restent indispensables aux déplacements saisonniers, sont aussi devenus des foyers de conflits, de flux illicites et d'insécurité croissante (voir Figure 1).

La Figure 1 met en évidence le rôle central du Cameroun comme plaque tournante de la transhumance transfrontalière en Afrique centrale. Elle révèle un réseau dense de couloirs reliant les zones sahéliennes du Logone et du Chari aux savanes de l'Adamaoua, s'étendant jusqu'aux marges forestières du Gabon, du Congo, de la Guinée équatoriale et de la RDC.

Dans l'Extrême-Nord, les itinéraires Waza-Kousséri-N'Djamena et Maroua-Yagoua-Bongor constituent des corridors vitaux pour la transhumance transfrontalière. Ils demeurent toutefois fortement exposés aux aléas climatiques, notamment aux inondations et aux sécheresses, ainsi qu'aux incursions de Boko Haram. Plus au sud, dans les régions de l'Adamaoua et du Nord, les pistes Ngaoundéré-Toubo-Moundou et Tcholliré-Moundou-Bébaïem soulignent le rôle stratégique des plateaux comme zones de pâturage, espaces de transit pastoral et carrefours commerciaux vers le Tchad. À l'est, les axes Ngaoundéré-Ngaoui-Bocaranga et Tignère-Ndélélé-Birao soulignent l'importance des échanges avec la RCA, territoire fragilisé par la présence de groupes armés et par les systèmes de fiscalité armée (tchoffal). Au sud, les routes Ambam-Kye-Ossi et Yokadouma-Moloundou témoignent d'une adaptation aux pressions environnementales, ouvrant la transhumance vers les zones boisées. Ainsi, cette carte illustre l'imbrication des enjeux climatiques, sécuritaires, économiques et politiques, soulignant la nécessité d'une gouvernance régionale intégrée et concertée.

La Figure 2 illustre les principaux corridors de circulation pastorale et commerciale reliant le Cameroun au Tchad, à la RCA et à l'est de la RDC. Au-delà des mobilités saisonnières, ces axes structurent les échanges régionaux de bétail en reliant les espaces de pâturage, les marchés de transit et les principaux centres de redistribution du commerce pastoral.

Les corridors du nord du Cameroun vers le Tchad jouent un rôle central dans l'approvisionnement des marchés de N'Djamena, Moundou et Bongor, tandis que les axes reliant l'Adamaoua à la RCA participent aux échanges vers Bouar, Bambari et Bangui. Plus au sud, les itinéraires vers le Gabon, le Congo et la Guinée équatoriale traduisent l'extension des réseaux commerciaux pastoraux vers les espaces forestiers.

Cette organisation met en évidence le rôle des corridors de transhumance comme infrastructures économiques régionales, au croisement des mobilités pastorales, des marchés à bétail et des flux commerciaux transfrontaliers.

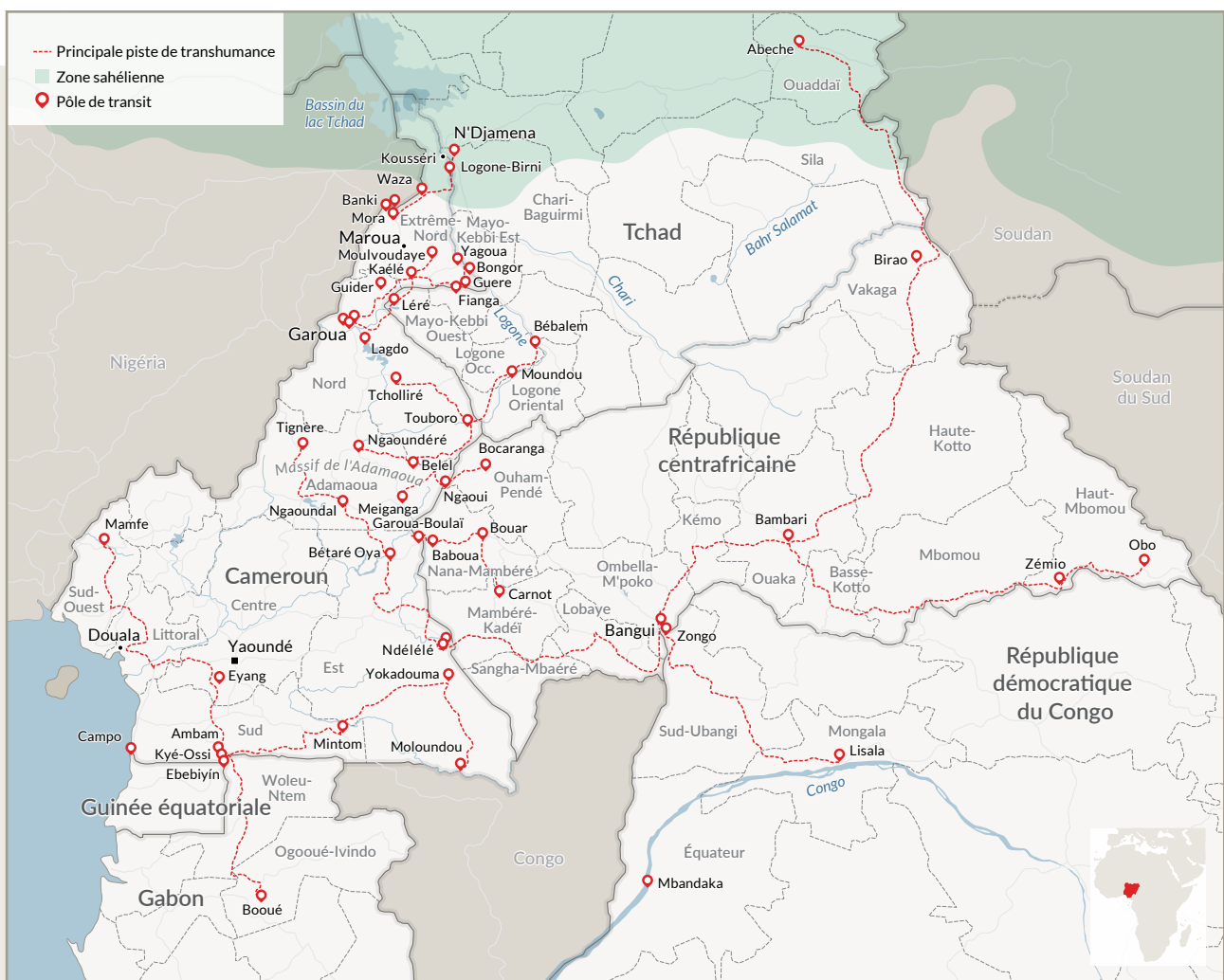


FIGURE 1 Pistes principales de transhumance en Afrique centrale.

Dynamiques de marché et chaînes de valeur

Les pistes de transhumance reliant le Cameroun à ses pays voisins (Nigéria, Tchad, RCA, RDC, Gabon et Guinée équatoriale) constituent à la fois des corridors de mobilité animale et des circuits commerciaux vitaux. Elles structurent un véritable continuum de production et de distribution du bétail et de ses produits dérivés (viande, lait, cuir et peaux), reliant les zones d'élevage de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord aux marchés urbains et transfrontaliers.

Du troupeau au marché primaire

Les troupeaux quittent les hauts plateaux (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord) où se concentrent environ 60 % du cheptel bovin camerounais, estimé à 7,4 millions de têtes¹. Les éleveurs empruntent des pistes saisonnières majeures, telles que Ngaoundéré–Toubooro–Moundou (300–450 km) ou Maroua–Yagoua–Bongor (180–200 km). Ces itinéraires sont jalonnés de marchés primaires (Toubooro, Meiganga, Yagoua) où s'opèrent les premiers échanges du bétail, souvent sur des animaux encore maigres après la transhumance. Les prix y sont relativement bas, oscillant entre 200 000 et 250 000 FCFA par bovin².

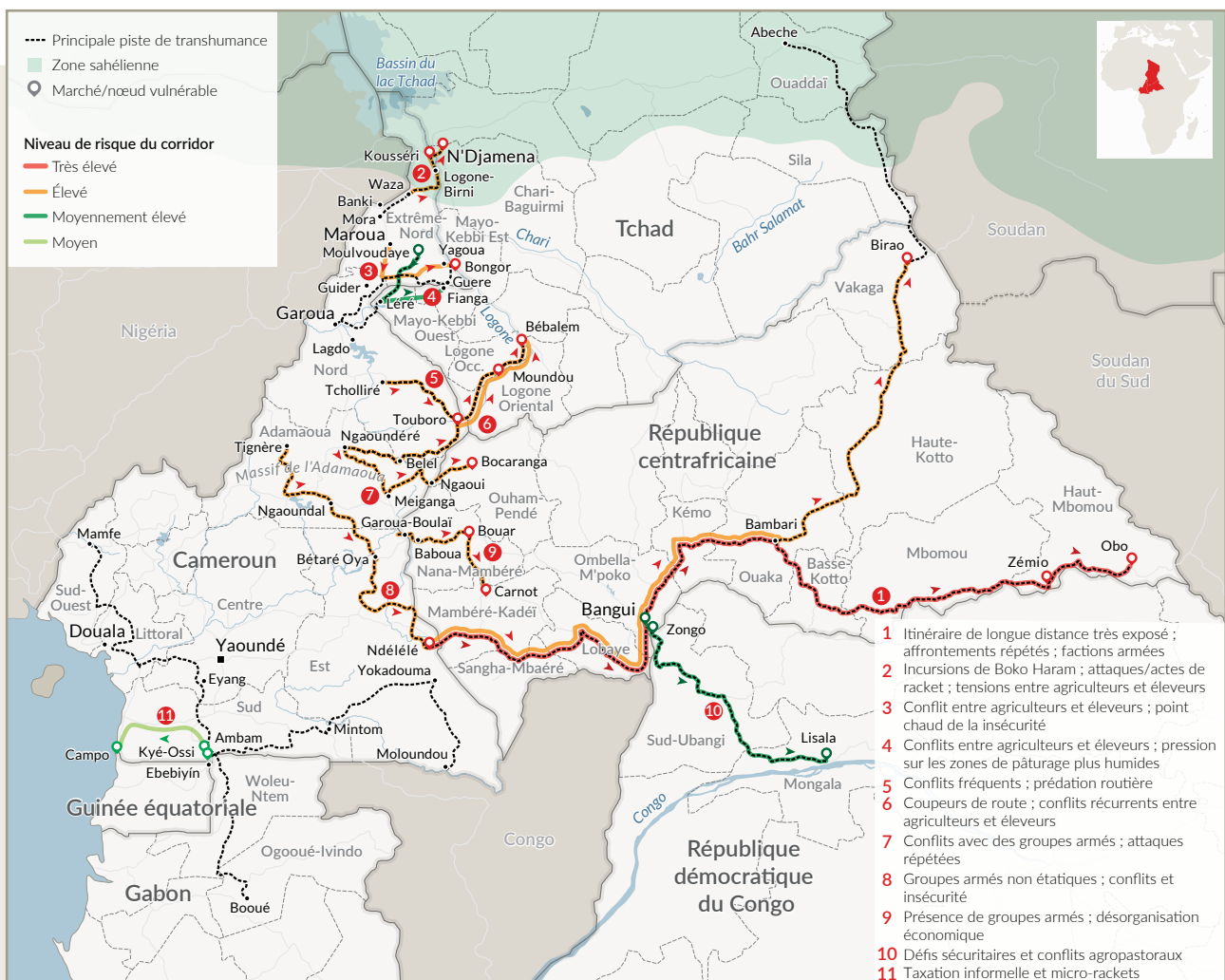


FIGURE 2 Économie pastorale et marchés transfrontaliers du bétail.

Les marchés secondaires et la redistribution

La majorité du bétail est conduit vers les marchés secondaires et transfrontaliers au Tchad (Moundou, Bébaïem, N'Djamena, Bongor) et en RCA (Bouar, Birao, Bambari). Ces marchés permettent de capter une demande plus large, y compris de commerçants nigériens ou centrafricains. À ce stade, les prix grimpent, atteignant jusqu'à 350 000 FCFA par tête au Tchad ou en RCA. Les pistes comme Waza-Logone Birni-Kousséri-N'Djamena et Moulvoudaye-Léré-Fianga sont particulièrement fréquentées. Toutefois, l'insécurité (Boko Haram, coupeurs de route, taxation illégale par les groupes armés) freine la fluidité des échanges.

Transformation : viande, lait, cuir

Une partie du bétail est abattue dans les abattoirs urbains (Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Douala et Yaoundé). Le secteur bovin fournit environ 80 000 tonnes de viande rouge par an au Cameroun³. Le lait, longtemps considéré comme un sous-produit, connaît un essor grâce aux projets de mini-laiteries. Cependant, la production nationale demeure limitée, estimée à environ 170 000 tonnes par an, soit seulement 40 % de la demande intérieure⁴. Les peaux et cuirs suivent un circuit distinct : ils sont collectés sur les marchés ruraux pour approvisionner les tanneries locales (Maroua, Garoua), puis partiellement exportés vers le Nigeria et le Soudan.



FIGURE 3 Zones à risque et points sensibles sur les corridors pastoraux.

La distribution finale et les filières régionales

Le commerce transfrontalier est prépondérant : selon la CBLT et la FAO, plus de 500 000 têtes de bovins circulent chaque année dans le bassin du lac Tchad via la transhumance commerciale⁵. Le Cameroun alimente le Nigéria — plus grand consommateur régional de viande rouge — ainsi que la RCA et la RDC, où la demande urbaine (Bangui, Kinshasa) est en croissance rapide. La filière laitière, encore embryonnaire, reste largement dominée par les importations de poudre de lait. Le dernier rapport de l'Institut national de la statistique montre qu'en 2023, le Cameroun a importé 20 596 tonnes de lait et produits dérivés pour un coût de 40,6 milliards de FCFA, ainsi que 17 217 tonnes de lait en poudre ou concentré pour 35 milliards de FCFA⁶.

Économie des corridors pastoraux et captation criminelle

Les pistes reliant le Cameroun au Nigéria, au Tchad, à la RCA et à la RDC sont à la fois des couloirs de mobilité animale et des circuits économiques majeurs. Elles structurent l'approvisionnement des marchés de bétail et alimentent une économie pastorale transfrontalière. Dans le seul bassin du lac Tchad, ce flux annuel est estimé à plus de 500 000 têtes de bovins⁷. Cependant, ces itinéraires subissent une forte insécurité et des flux illicites associés qui fragilisent les communautés et financent les groupes armés (voir Figure 3).

- **Les couloirs Nord Cameroun-Tchad :** Les axes Waza-Kousséri-N'Djamena et Maroua-Yagoua-Bongor sont essentiels pour l'approvisionnement de la capitale tchadienne et des marchés du Mayo-Kebbi. S'ils concentrent des flux massifs, ils figurent parmi les plus exposés aux attaques et aux rackets. Selon l'ACLEDE, les incidents liés au vol de bétail sont passés de 117 en 2023 à 158 en 2024, avec 230 morts enregistrés entre 2015 et 2024⁸. Les pertes cumulées sont évaluées à 25 000 têtes de bovins entre 2014 et 2021, soit une valeur marchande d'environ 5 milliards de FCFA⁹. Par ailleurs, les « taxes » imposées illégalement au passage peuvent atteindre 2 000 à 10 000 FCFA par tête, générant jusqu'à 0,8 à 1 milliard de FCFA par an sur l'axe Kousséri-N'Djamena¹⁰.
- **Les pistes Adamaoua-Tchad :** Les itinéraires Tcholliré-Toubooro-Moundou-Bébaïem et Ngaoundéré-Belel-Toubooro-Moundou (300 à 450 km) représentent des corridors stratégiques pour acheminer le bétail camerounais vers les marchés tchadiens, plus rémunérateurs. Ces axes sont néanmoins régulièrement perturbés par des razzias de coupeurs de route¹¹. Un cheptel empruntant ces couloirs peut être soumis à de multiples points de prélèvement, entraînant des pertes de plusieurs centaines de millions de FCFA par an pour les éleveurs¹².
- **Les couloirs Cameroun-RCA :** Les axes Ngaoundéré-Meiganga-Ngaoui-Bocaranga, Tignère-Bétaré Oya-Ndélélé-Birao, et Garoua-Boulai-Bouar-Carnot constituent des passages stratégiques vers les hauts plateaux centrafricains et les marchés de Bouar, Carnot ou Bangui. Ils sont cependant marqués par la pratique du tchoffal, un système de taxation imposé par des groupes armés, notamment les 3R et les ex-Séléka. Ce prélèvement armé s'élève à 8 000-10 000 FCFA par tête et par saison, soit 80 à 100 fois le montant de l'ancienne taxe communale officielle (100 FCFA/tête)¹³. Plus encore, dans certaines zones, les prélèvements prennent la forme de deux bovins par troupeau et par mois ; pour les grands éleveurs, cela représente une perte de 30 à 50 bêtes par an, soit 7,5 à 12,5 millions de FCFA. Ces pratiques expliquent la profonde désorganisation économique des marchés de Bocaranga, Birao et Bouar.
- **Le corridor RCA-RDC :** Les itinéraires Ndélélé-Zémio-Obo (jusqu'à 1 500 km) et Bangui-Zongo-Lisala prolongent la transhumance vers la RDC. Leur longueur et leur isolement multiplient les points de prédation : sur un troupeau de 300 têtes, les rackets cumulés peuvent coûter 1,8 à 15 millions de

FCFA par passage¹⁴. Une partie de ces flux alimente les marchés urbains de Kinshasa et Kisangani, avec des prix au détail artificiellement gonflés par l'impact de ces prélèvements armés.

- **Les corridors Sud et vers le Gabon et la Guinée équatoriale :** Les itinéraires de moindre envergure, reliant l'Adamaoua ou le Sud Cameroun aux marchés frontaliers de Kye-Ossi, Ambam, Mamfé, Campo, Ebebiyin, concernent surtout des éleveurs familiaux et des flux de petite échelle. Bien que les volumes soient plus réduits, ils n'échappent pas à la fiscalité informelle : les micro-rackets cumulés représenteraient plusieurs dizaines de millions de FCFA par an¹⁵.

Les itinéraires de transhumance ne sont donc pas seulement des couloirs pastoraux, mais de véritables circuits financiers qui, par l'entrelacement de flux licites et illicites, structurent l'économie régionale. Si les filières animales génèrent des revenus cruciaux pour les communautés rurales, les prélèvements illégaux (vols, rançons, « taxes » armées) représentent des recettes clandestines estimées à plusieurs milliards de FCFA par an dans le bassin du lac Tchad et en RCA. Ces ressources alimentent directement la logistique et l'armement des groupes armés (Boko Haram, 3R, ex-Séléka), tout en appauvrissant les éleveurs et en menaçant la sécurité alimentaire des marchés urbains par le renchérissement des prix de la viande et du lait.



Conflits le long des itinéraires de transhumance

Les conflits sur les axes de transhumance au Cameroun, au Tchad, en RCA et en RDC résultent principalement d'une compétition accrue entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Amplifiée par le changement climatique, la pression foncière et la faiblesse institutionnelle, cette rivalité fragilise le tissu social et alimente des cycles de violence armée qui menacent la stabilité régionale. Dans ce contexte, ces tensions soulignent la nécessité d'une régulation concertée et d'une gestion intégrée des ressources naturelles pour favoriser un apaisement durable.

Intensification des tensions entre agriculteurs et éleveurs

Entre 2008 et 2025, l'escalade des conflits entre éleveurs et agriculteurs en Afrique centrale témoigne d'une dégradation profonde des contextes socio-économiques et sécuritaires. Au Cameroun, les données de l'OIM pour 2021 révèlent que 20 % des litiges enregistrés dans les régions du Nord, l'Adamaoua et l'Est impliquent des pasteurs transhumants, impactant une écrasante majorité d'éleveurs (71 %) et d'agriculteurs (89 %) ¹⁶. Dès 2015, les affrontements liés à la gestion de l'eau et des pâturages dans la région du Nord du Cameroun ont alimenté des tensions agropastorales croissantes, bien que le nombre total de personnes affectées demeure difficile à corroborer pour cette période. Des études menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Fédération luthérienne mondiale en 2016 soulignaient que ces conflits récurrents, exacerbés par la pression sur les ressources, engendraient des impacts humains significatifs dans ces mêmes régions ¹⁷.

Dans l'Extrême-Nord, la réduction des zones de pâturage s'explique notamment par l'extension des fronts agricoles et l'installation de populations agricoles dans des espaces auparavant dédiés à la mobilité pastorale. Dans certains secteurs, ces dynamiques sont associées aux migrations toupouri, qui s'accompagnent de la mise en culture de terres jusque-là utilisées comme pâturages ou couloirs de passage du bétail. Cette pression foncière accentue les frictions entre agriculteurs et éleveurs, comme l'ont illustré les protestations observées à Moulvoudaye en avril 2025 ¹⁸. Parallèlement, dans le Nord-Ouest, une hostilité persistante vise les éleveurs mbororo, exacerbée par le massacre de Ngarbuh en

2020 (23 morts). Le Sud-Ouest a également enregistré plusieurs tueries de masse, notamment Bakinjaw en 2022 (32 morts) et Akwaya (32 victimes)¹⁹.

Au Tchad, la récurrence des conflits continue d'alourdir le bilan humain, de Balwaï (2019, 42 morts)²⁰ au Lac Iro (2021, 19 morts)²¹, jusqu'au massacre de Mandakao (2025, 42 morts)²². Pour la seule année 2024, 26 incidents ont causé plus de 100 décès et le déplacement de 2 700 personnes²³. Ces violences, structurellement alimentées par la compétition pour l'eau et les pâturages, sont exacerbées par des clivages ethniques et une gouvernance fragile. En RCA, les affrontements agropastoraux au Nord et Sud-Ouest sont souvent liés à des groupes armés. Entre 2022 et 2023, des localités comme Gadzi, Yaloké et Nzakoundou ont connu des dizaines de morts et des déplacements massifs²⁴. Cette dynamique de prédation s'est récemment illustrée à Nzoroh en 2025 (9 morts, 700 maisons détruites)²⁵.

Autrefois supports d'échanges économiques, commerciaux et sociaux entre communautés pastorales, agricoles et marchandes, les couloirs de transhumance sont aujourd'hui devenus des foyers de violence. C'est notamment le cas du corridor Waza-Logone-Birni-Kousséri-N'Djamena, aujourd'hui exposé aux tensions intercommunautaires, aux rackets, aux attaques armées et aux restrictions de mobilité. Ce corridor, emprunté par les communautés Arabes, Kotoko, Mousgoum et Massa, a connu des drames majeurs : des massacres à Kousséri en 1992 (68 morts)²⁶ aux crises de 2021-2022 ayant entraîné plus de 60 décès et l'exode de 44 000 réfugiés vers le Tchad²⁷. Cette escalade se poursuit en 2025 : pour le premier semestre, la province du Lac et le Sud-Tchad ont déjà recensé 25 affrontements, totalisant 136 morts, 166 blessés et des milliers de déplacés²⁸.

En RDC, l'Est (Ituri, Sud-Kivu, Tanganyika) demeure une zone de grande instabilité. Les conflits Hema-Lendu et Twa-Luba ont notamment causé des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés²⁹. Cette insécurité est accentuée par les attaques des Forces démocratiques alliées affiliées à l'État islamique, dont l'incursion à Komanda en janvier 2025 (40 morts)³⁰. Parallèlement, la guerre civile en RCA, depuis 2013, a particulièrement fragilisé les pasteurs Peuls. Marginalisés et systématiquement ciblés par des groupes armés, ils subissent directement une crise qui, entre 2013 et 2023, a causé plus de 13 500 décès, poussé 1,2 million de personnes à l'exode et laissé 2,4 millions de personnes en besoin d'aide humanitaire³¹.

Aujourd'hui, les itinéraires pastoraux — autrefois leviers d'échanges et de richesse — sont profondément déstabilisés par l'insécurité, les trafics et l'érosion de la gouvernance locale. Cette situation appelle à des efforts concertés en matière de régulation pastorale, de médiation intercommunautaire et d'amélioration de la sécurité, afin de restaurer la coexistence pacifique des communautés et la stabilité dans la région.

Intensification des tensions entre éleveurs et pêcheurs

Les conflits entre éleveurs et pêcheurs le long des itinéraires de transhumance saisonnière constituent une source majeure d'instabilité en Afrique centrale. Ils révèlent une compétition exacerbée pour l'accès aux ressources naturelles partagées, se cristallisant autour des points d'eau et des zones de pêche, essentielles à la survie des communautés locales. Dans la plaine du Logone (Cameroun-Tchad), le Mayo-Kebbi (Tchad) et la vallée de la Bénoué, l'incursion des troupeaux dans les zones de pêche dégrade les habitats aquatiques et entrave l'activité des pêcheurs. Sur ces axes, 51 incidents ont été recensés, causant 39 décès et 91 blessés³². Ces dynamiques illustrent la complexité de la gestion des ressources communes dans un contexte de forte dépendance socio-économique. À Pala, Bongor et Kousséri, les conflits liés spécifiquement à l'accès aux points d'eau ont provoqué 38 incidents, faisant 26 morts et 63 blessés³³.

La vallée de la Bénoué, Lagdo et Zina connaissent aussi des cycles de violence : 24 incidents y ont entraîné 15 morts et 34 blessés³⁴. Ces affrontements sont exacerbés par des manœuvres de contrôle des zones de pêche par des groupes armés ou criminels. Dans les régions du Logone-Chari (Cameroun), du Lac Iro (Tchad) et de la Ouaka (RCA), 42 incidents similaires ont été signalés, provoquant 33 morts et 48 blessés³⁵.

La situation est particulièrement grave à Logone-Birni, Waza, Zina et Bogo, où des affrontements intercommunautaires liés à l'usage des canaux de pêche opposent depuis plusieurs décennies des éleveurs peuls et arabes à des pêcheurs kotoko et mousgoum. Ces conflits ont causé 61 incidents, 176 morts et 401 blessés³⁶. L'épisode du 10 août 2021 à Logone-Birni est emblématique : il a fait au moins 45 morts, 74 blessés, 40 villages incendiés et le déplacement de 50 000 personnes, dont 30 000 réfugiés au Tchad³⁷. Ces violences trouvent leurs racines dans le chevauchement des espaces pastoraux et halieutiques, où les canaux de pêche creusés par les Mousgoum causent des accidents mortels pour le bétail des éleveurs³⁸.

Par ailleurs, des zones telles que Sarh, Koumra et les périphéries de N'Djamena au Tchad, ou encore Ketté à l'Est du Cameroun, sont affectées par des pratiques de taxation illégale et de racket ciblant les troupeaux et les produits de la pêche. Ces activités prédatrices ont enregistré 27 incidents, causant 11 morts et 21 blessés³⁹.

Ces données révèlent une crise régionale structurelle liée à l'accès à l'eau et aux ressources halieutiques, exacerbée par le changement climatique, la croissance démographique et l'érosion institutionnelle. Les conséquences humaines – pertes en vies humaines, déplacements massifs, et destruction des moyens de subsistance – sont considérables. Face à cette dynamique destructrice, seule une gouvernance concertée des ressources naturelles, impliquant États, communautés locales et partenaires internationaux, peut atténuer durablement ces tensions et favoriser la coexistence pacifique entre éleveurs et pêcheurs.



Un éleveur conduit son troupeau vers un point d'eau dans une zone pastorale touchée par la sécheresse dans la région du lac Tchad. Une crise régionale liée à l'accès à l'eau et aux ressources est aggravée par le changement climatique, la pression démographique et l'érosion institutionnelle.

© Philippe Desmazes/
AFP via Getty Images



Interaction entre les activités des groupes armés et le pastoralisme

L'économie pastorale traditionnelle se situe désormais au cœur d'une interaction directe avec les groupes armés, qui exploitent les troupeaux, les routes de transhumance et les réseaux d'échanges informels comme ressources stratégiques. Dans les corridors transfrontaliers du Cameroun, du Tchad, de la RCA, de la RDC et du Nigéria, l'essor du trafic d'armes, des prélèvements coercitifs, des vols de bétail et du racket a profondément dénaturé les espaces pastoraux. Ces zones, autrefois vecteurs de mobilité et d'intégration régionale, sont devenues des foyers de violence et d'économie de prédation. Cette emprise armée désorganise les cycles de transhumance, érode la résilience des éleveurs, déstabilise les marchés et compromet durablement la sécurité alimentaire ainsi que la stabilité régionale.

Boko Haram : Insécurité et impacts sur l'économie pastorale

Fondé en 2002 dans l'État de Borno, au nord-est du Nigéria, Boko Haram émerge initialement comme un mouvement religieux prônant une interprétation rigoriste de l'islam, en rupture avec l'éducation occidentale et l'autorité de l'État. L'exécution extrajudiciaire de son fondateur, Mohamed Yusuf, en 2009, marque un tournant décisif. Sous l'impulsion d'Abubakar Shekau, le mouvement bascule dans la lutte armée et devient un acteur central de l'insécurité régionale, combinant violence idéologique et stratégies économiques prédatrices.

À partir de 2010, Boko Haram intensifie ses actions par des attentats, des massacres de civils et des enlèvements de grande ampleur, dont celui des 276 lycéennes de Chibok en 2014⁴⁰. L'insurrection déborde rapidement les frontières nigérianes pour s'étendre aux zones limitrophes du Cameroun, du Tchad, du Niger et, ponctuellement, de la RCA. Le mouvement développe une forte implantation dans les espaces pastoraux et les corridors de transhumance, devenus des zones stratégiques.

Entre 2013 et 2020, plus de 200 attaques ont été enregistrées le long des axes Cameroun-Tchad, transformant les routes pastorales en espaces de prédation⁴¹. Les vols de bétail, les extorsions, les assassinats ciblés et l'imposition de taxes illégales ont désorganisé les cycles de transhumance, fragilisé les éleveurs et déstabilisé les marchés locaux.

Le financement du groupe repose largement sur l'exploitation directe de l'économie pastorale, via le vol de troupeaux et leur réinjection dans des circuits commerciaux parallèles. Cette économie de guerre, soutenue par des réseaux informels (bouchers, transporteurs, fournisseurs), assure la pérennité du conflit et compromet durablement la sécurité alimentaire ainsi que la stabilité des zones frontalières.

Le tableau suivant révèle l'ampleur des pertes directement imputables aux stratégies de prédation des groupes armés (voir figure 4).

Les données documentées par l'Institut français des relations internationales mettent en lumière l'ampleur des pillages de Boko Haram contre les éleveurs de l'Extrême-Nord du Cameroun⁴². Entre 2014 et 2021, le vol de 22 430 bovins et 16 529 caprins témoigne du poids économique considérable de cette prédation sur les systèmes pastoraux locaux. Ces vols répétés ne sont pas des incidents isolés, mais s'inscrivent dans une dynamique durable de captation violente des ressources animales.

La période 2016-2017 a été la plus critique. Les pertes ont fortement augmenté, dépassant les 4 000 bovins volés par an. Pour les caprins, cette accélération confirme également que l'intensification des attaques visait directement les moyens d'existence pastoraux. Cette évolution montre un durcissement des pratiques de prédation du groupe et son ancrage dans les zones de mobilité et de production pastorales.

À partir de 2018, les vols diminuent sans toutefois disparaître. D'une année à l'autre, les pertes restent élevées, avec plus de 2 000 bovins volés annuellement jusqu'en 2021. Cela montre que l'insécurité alimente une économie de prédation persistante. Même en période de baisse relative, la pression exercée sur les éleveurs reste structurelle.

Années	Nombre de bovins volés	Nombre de caprins volés
2014	2 160	1 813
2015	2 345	2 125
2016	4 250	1 926
2017	4 350	2 647
2018	2 236	2 235
2019	2 256	1 845
2020	2 458	1 758
2021	2 375	2 180
Total	22 430	16 529

FIGURE 4 Évolution du bétail pillé par Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, 2014-2021.

SOURCE: Moussa Bobbo, Boko haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : l'arbre qui cache la forêt, Institut français des relations internationales, 2022

Dans l'ensemble, ce bilan confirme que le bétail constitue une cible stratégique pour les groupes armés. Au-delà des pertes immédiates, ces pillages fragilisent durablement les ménages pastoraux, désorganisent les circuits économiques locaux et renforcent la vulnérabilité des communautés exposées à l'insécurité chronique. La Figure 5 met en évidence une géographie différenciée des vols de bétail, révélatrice des stratégies adaptatives des groupes armés sur le terrain.

D'après la Figure 5, la distribution des vols de bétail dans l'arrondissement de Fotokol en 2017 met en lumière une empreinte spatiale différenciée de la prédation exercée par Boko Haram. Certaines localités sont nettement plus exposées que d'autres, ce qui suggère que les attaques ne relèvent pas d'une dynamique uniforme, mais d'une sélection stratégique des zones ciblées. Sagme se démarque comme la zone la plus durement touchée, avec 648 bovins et 85 petits ruminants dérobés, tandis que Madina enregistre également des pertes très élevées, avec 487 bovins contre seulement 30 petits ruminants. Dans ces deux localités, la concentration des vols sur les bovins indique une priorité accordée aux animaux ayant la plus forte valeur économique et les plus rentables dans les circuits de revente transfrontaliers.

À l'inverse, Fadji halt présente une configuration distincte, marquée par une forte proportion de vols de petits ruminants, avec 400 têtes, contre seulement 18 bovins. Cette répartition suggère des opérations plus opportunistes, adaptées à la composition locale du cheptel, aux conditions d'accès aux villages et à la rapidité d'exécution des raids. Worogadijji occupe une position intermédiaire, avec 329 petits ruminants et 286 bovins volés, révélant une prédation plus équilibrée entre les différentes catégories de bétail.

Dans les autres localités, les volumes de vol sont plus réduits, ce qui souligne le caractère sélectif de la violence pastorale, au détriment d'une dynamique généralisée. Cette différenciation spatiale s'explique par plusieurs facteurs : l'accessibilité des zones, la composition du cheptel, la proximité des axes de circulation et la capacité des groupes armés à s'implanter localement. Dans son ensemble, ces tendances montrent que le pastoralisme est exploité de manière ciblée, selon la valeur marchande du bétail et les opportunités du contexte sécuritaire.

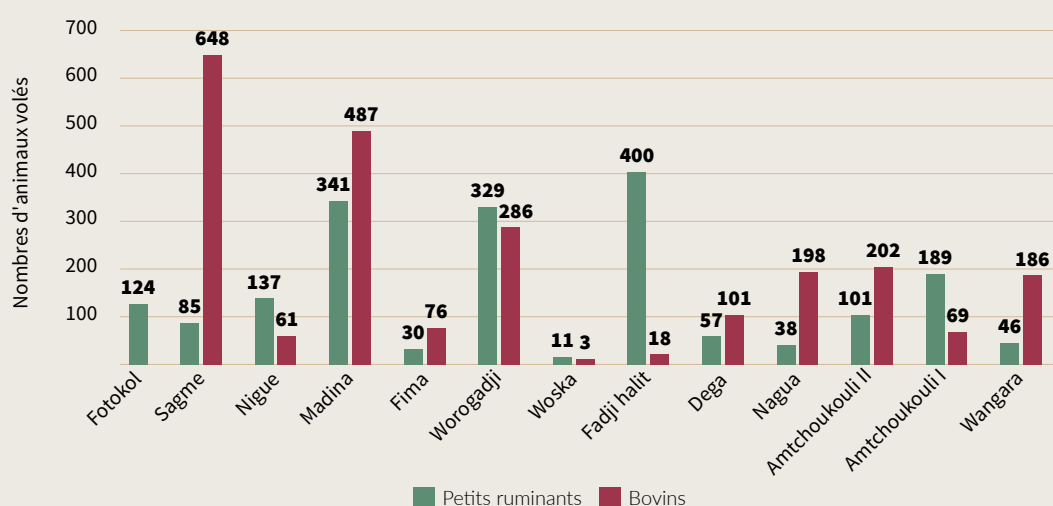


FIGURE 5 Bovins et petits ruminants volés par Boko Haram dans l'arrondissement de Fotokol en 2017.

SOURCES: Données du Centre zootechnique et vétérinaire de Fotokol compilées par Baizoumi Wambae Sylvain, rapport d'enquête de terrain non publié (2025)

La Figure 6 présente la distribution des vols de bovins et de petits ruminants perpétrés par Boko Haram dans l'arrondissement de Makary entre 2016 et 2017.

Selon la Figure 6, la répartition des vols de bétail dans l'arrondissement de Makary entre 2016 et 2017 met en évidence la prépondérance des bovins. Cette tendance atteste d'une stratégie de prédation orientée vers les animaux à plus forte valeur marchande. Certaines localités concentrent l'essentiel des pertes, notamment Sambai (537 bovins), suivie de Koko (400), puis de Kenkan et Afdanam (151 bovins respectivement). Wachoma et Amado enregistrent également des niveaux significatifs. Cette focalisation sur les bovins suggère que les attaques visent prioritairement les ressources les plus rentables, susceptibles d'alimenter les circuits de revente et de financement transfrontalier.

Les petits ruminants apparaissent globalement moins ciblés dans cet espace, bien que certaines localités se distinguent, notamment Gouba (133 têtes), Andjire Gane (46) et Yobo (33). Loin de suivre des schémas établis, cette distribution différenciée montre que la prédation s'ajuste à la composition locale du cheptel, aux conditions d'accès aux localités et aux opportunités tactiques. Là où les bovins dominent, la logique semble être celle d'une captation de valeur maximale ; à l'inverse, là où les petits ruminants sont davantage touchés, les raids paraissent plus opportunistes, dictés par les disponibilités immédiates.

Cette configuration confirme que l'arrondissement de Makary s'inscrit dans une économie de prédation structurée, où le bétail constitue une ressource stratégique. La prédominance des vols de bovins montre que les groupes armés privilégient les prises à forte rentabilité économique, en cohérence avec les mécanismes de financement propres au bassin du lac Tchad. Le vol de bétail ne constitue donc pas seulement une conséquence de la violence : il participe également à sa reproduction, en fragilisant durablement les moyens de subsistance pastoraux tout en alimentant les circuits économiques liés au conflit.

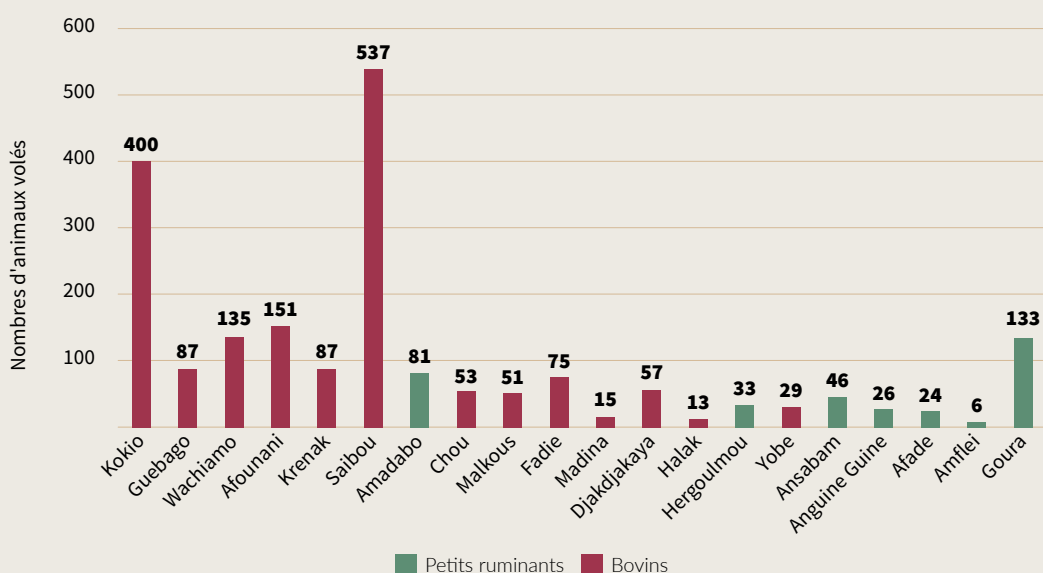


FIGURE 6 Bovins et petits ruminants volés par Boko Haram dans l'arrondissement de Makary entre 2016 et 2017.

SOURCES: Données du Centre zootechnique et vétérinaire de Makary compilées par Baizoumi Wambae Sylvain, rapport d'enquête de terrain non publié (2025)

Les bandes armées : Vols et razzias de bétail

En Afrique centrale, les vols et razzias de bétail constituent désormais une composante structurelle des activités des bandes armées, dépassant largement le stade d'actes opportunistes isolés. Alimentées par l'insécurité persistante, l'instabilité politique et des motivations économiques croissantes, ces pratiques s'inscrivent dans une économie de prédation organisée qui cible directement l'économie pastorale traditionnelle. Elles exacerbent les tensions intercommunautaires, désorganisent les structures sociales locales et détruisent durablement les moyens de subsistance des populations rurales.

Les données de l'ACLED⁴³ révèlent une hausse significative des incidents liés au bétail, passés de 117 en 2023 à 158 dès le mois d'août 2024. Entre 2015 et 2024, ces violences ont causé au moins 230 décès, dont 60 pour la seule année 2023, illustrant la montée en puissance des bandes armées comme acteurs centraux de l'insécurité rurale. Parallèlement, OCHA estime à près de 30 000 bovins les pertes enregistrées dans le bassin du lac Tchad entre 2014 et 2021. Ce chiffre souligne l'ampleur régionale du phénomène et son incidence directe sur la sécurité alimentaire.

Les analyses d'ENACT Africa⁴⁴ confirment la persistance et la structuration des razzias, menées par des groupes lourdement armés s'appuyant sur des réseaux logistiques, des filières de revente transfrontalières et des complicités locales. Cette dynamique témoigne d'une professionnalisation du vol de bétail, désormais pleinement intégré aux circuits de financement des groupes armés et des réseaux criminels.

Au Cameroun, la région de l'Adamaoua est particulièrement vulnérable. Les groupes armés, localement désignés sous le nom de « Zaraguinas », y multiplient les attaques contre les éleveurs. À Bélel, le vol de 513 bovins en 2018, suivi de 90 autres en mars 2019, illustre la pression constante exercée sur les

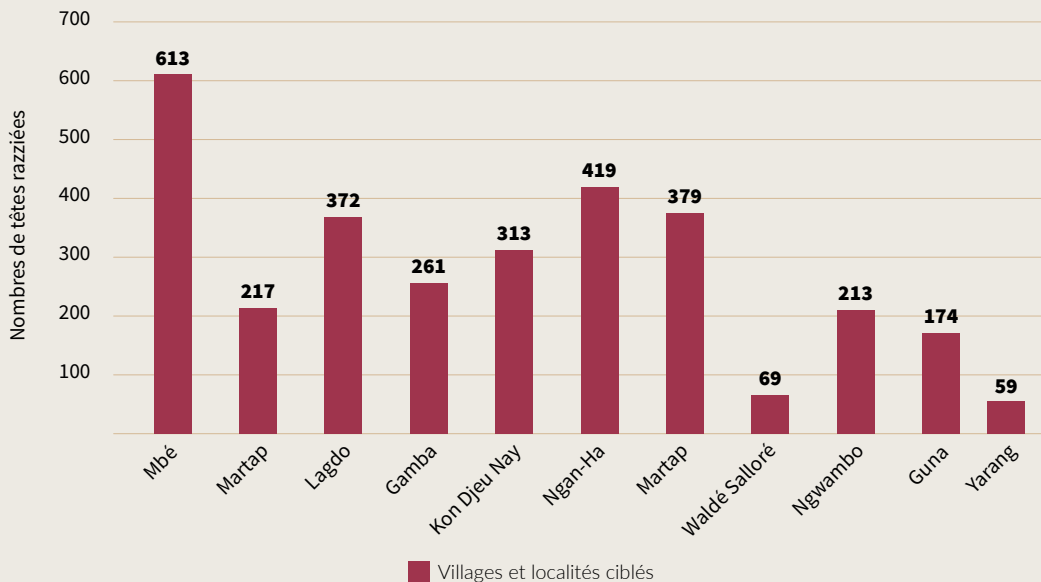


FIGURE 7 Répartition des razzias de bétail dans les régions de l'Adamaoua et du nord de 2016 à 2018

SOURCES : Données des Centres zootechniques et vétérinaires (Mbé, Martap, Gouna) et rapports de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (2017, 2018), compilées par Baïzoumi Wambae Sylvain, rapport d'enquête de terrain non publié (2025)

terroirs pastoraux⁴⁵. Ces razzias répétées provoquent des déplacements forcés, fragilisent le tissu communautaire et entraînent l'abandon progressif du pastoralisme dans certaines zones.

Ces éléments confirment que le pastoralisme n'est pas seulement affecté par l'insécurité, il constitue désormais une cible stratégique et une ressource économique centrale pour les bandes armées. Ce basculement place l'économie pastorale au cœur des dynamiques contemporaines de violence et d'instabilité en Afrique centrale. La Figure 7 présente la répartition des razzias de bétail dans les régions de l'Adamaoua et du Nord du Cameroun de 2016 à 2018.

Les données relatives aux razzias de bétail dans les régions de l'Adamaoua et du Nord, compilées par Baïzoumi⁴⁶, révèlent une distribution spatiale fortement différenciée des pertes enregistrées entre 2016 et 2018. Les disparités observées d'une localité à l'autre démontrent que les vols ne relèvent pas d'une dynamique uniforme, mais d'un ciblage sélectif des espaces pastoraux. Certaines localités enregistrent une concentration majeure des vols, notamment Mbé (613 animaux volés), Ngan-Ha (419), Martap (379), Lagdo (372) et Kon Djeu Nay (313). Cette concentration suggère que les groupes armés privilégient les zones à fort potentiel pastoral où les dispositifs de sécurisation s'avèrent insuffisants.

D'autres localités, telles que Gamba (261 animaux volés) et Ngwambo (213), occupent une position intermédiaire, traduisant une pression prédatrice réelle mais moins intense. À l'inverse, Yarang, Waldé Salloré et Gouna enregistrent des volumes plus limités ; cela renvoie non pas à une absence de menace, mais à une intensité moindre des attaques ou à une attractivité plus réduite pour les auteurs des razzias. Cette hiérarchisation spatiale suggère que les opérations intègrent simultanément la densité du cheptel, l'accessibilité des zones, les possibilités de repli et le degré de présence sécuritaire.

Ce profil confirme que le vol de bétail dépasse largement le cadre d'une criminalité rurale opportuniste. Il s'inscrit dans une économie de prédation structurée, où le cheptel constitue à la fois une ressource financière, un levier de pression sur les populations et un instrument de contrôle territorial. En ciblant prioritairement les bassins pastoraux les plus productifs ou les plus vulnérables, les groupes armés affaiblissent durablement les moyens de subsistance locaux, entretiennent l'insécurité et consolident leur emprise dans des espaces où l'autorité de l'État demeure limitée.

Le FACT : insécurité, taxation illégale et entrave à la mobilité pastorale

Le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) a émergé en avril 2016 à la suite d'une dissidence au sein de l'Union des forces pour la démocratie et le développement⁴⁷. Dirigé par Mahamat Mahdi Ali⁴⁸, le mouvement s'est progressivement imposé comme l'un des principaux groupes armés tchadiens opérant depuis le sud de la Libye, notamment dans les espaces du Fezzan, de Sebha et d'al-Jufra⁴⁹. Son implantation dans cet espace frontalier lui a permis de développer une capacité de projection régionale vers le nord du Tchad, comme l'a illustré l'offensive d'avril 2021⁵⁰. Les estimations relatives à ses effectifs varient selon les sources, avec au moins 700 combattants documentés par le Groupe d'experts des Nations Unies sur la Libye, tandis que d'autres analyses évoquent des effectifs plus élevés. Son influence s'inscrit davantage dans le contrôle des axes transfrontaliers, des routes de circulation armée et des économies illicites saharo-sahéliennes que dans une emprise spécifiquement documentée sur les seuls itinéraires pastoraux.

En avril 2021, le FACT a lancé une offensive depuis ses bases du sud libyen vers le nord du Tchad, en passant par les zones frontalières du Tibesti et du Kanem. Selon les estimations disponibles, la colonne

engagée comptait environ 500 combattants, appuyés par 70 à 100 véhicules⁵¹. Au cours des combats dans le Kanem, le président Idriss Déby Itno, présent sur le front, a été mortellement blessé ; son décès est annoncé le 20 avril 2021⁵². Cet épisode marque un tournant sécuritaire majeur au Tchad, en entraînant une militarisation accrue des axes de circulation vers le nord du pays ainsi qu'une perturbation des mobilités dans plusieurs zones de transit stratégique⁵³. Dans cette perspective, cette dynamique peut être mise en relation avec la fragilisation des couloirs pastoraux, les routes de mobilité armée, de contrebande et de transhumance se recoupant partiellement dans les espaces saharo-sahéliens.

Depuis l'offensive du FACT partie du sud de la Libye en avril 2021, les axes reliant le nord du Tchad à la Libye et au Niger sont devenus des espaces de circulation fortement insécurisés. Cette offensive a entraîné une hausse des contrôles, des checkpoints, des restrictions de circulation et une perturbation durable des mouvements vers le nord du Tchad. Ces dynamiques s'inscrivent dans un contexte plus large de criminalisation des routes transsahariennes, marqué par l'extorsion, les taxes informelles, les trafics et la présence de groupes armés dans les zones frontalières Tchad-Libye-Niger. Cette insécurité fragilise directement les mobilités pastorales, l'accès aux pâturages, aux points d'eau et aux marchés à bétail, compromettant ainsi la viabilité de l'économie pastorale régionale⁵⁴.

Le FACT évolue également dans un environnement marqué par la prolifération du trafic d'armes en provenance de Libye. Ces flux alimentent les économies criminelles transfrontalières, les conflits communautaires, les activités de banditisme armé et, plus largement, les razzias de bétail dans les espaces saharo-sahéliens⁵⁵. L'ampleur du phénomène est illustrée par le bilan présenté en août 2021 par la Commission mixte de sécurité au Tchad, faisant état de 1 309 armes de différents calibres — dont des armes lourdes — récupérées par les forces de défense et de sécurité⁵⁶. De même, les affrontements survenus les 23 et 24 mai 2022 à Kouri Bougoudi, dans un contexte marqué par les trafics, les rivalités autour de l'exploitation minière artisanale et la circulation des armes, ont causé près d'une centaine de morts. Cet épisode illustre l'imbrication entre violence armée, économie criminelle et insécurité dans les zones de mobilité pastorale⁵⁷.

Face à cette pression, les éleveurs modifient leurs itinéraires, contournant les zones sous influence du FACT, empruntant des routes plus périlleuses ou renonçant à la transhumance internationale. En redéfinissant ainsi les mobilités, les activités du FACT affaiblissent les systèmes de production et accentuent la vulnérabilité des communautés rurales, au cœur de l'instabilité régionale.

L'UFR : enjeux sécuritaires et mutations forcées du pastoralisme

Fondée le 18 janvier 2009 et historiquement dirigée par Timan Erdimi, l'Union des Forces de la Résistance (UFR) est une coalition de huit groupes rebelles tchadiens qui s'est imposée comme l'un des principaux mouvements politico-militaires d'opposition au régime d'Idriss Déby. Ses bases et zones de repli ont longtemps été liées aux espaces transfrontaliers du Darfour, de l'est du Tchad et, plus tard, du sud libyen, contribuant à l'instabilité sécuritaire des marges septentrionales et orientales du pays⁵⁸.

Dans les espaces frontaliers du nord et de l'est du Tchad, notamment autour du Borkou, de l'Ennedi et du Wadi Fira, les dynamiques d'insécurité sont alimentées par la présence de groupes armés, de coupeurs de route, de réseaux de trafics et de milices transfrontalières. Des sources comme le Small Arms Survey et les Nations unies documentent l'implication passée de certains éléments de l'UFR dans les économies de guerre du sud libyen et du Darfour, notamment à travers les checkpoints, les trafics

et le rançonnement de voyageurs⁵⁹. Cette fiscalité armée est une pratique observée dans les économies de conflit sahélo-sahariennes.

Parallèlement, la marginalisation socioéconomique des jeunes dans les zones sahéliennes et frontalières du Tchad favorise leur exposition au recrutement par des groupes armés, notamment dans les espaces connectés au sud libyen. Nous assistons à une fragilisation croissante des couloirs pastoraux sous l'effet combiné de l'insécurité, des conflits d'usage et des déficits de gouvernance⁶⁰.

Les impacts économiques sont quantifiables : dans le Wadi Fira, les perturbations sécuritaires ont entraîné une perte annuelle de plus de 8 000 têtes entre 2018 et 2021, soit un déclin de 10 à 15 % des cheptels⁶¹. Cette érosion témoigne d'une mutation contrainte du pastoralisme, marquée par la réduction des mobilités, l'abandon de parcours ancestraux et la vulnérabilité accrue des ménages.

Au total, l'exemple de l'UFR démontre que les transformations pastorales résultent moins d'ajustements climatiques que d'une emprise armée sur les territoires, les axes de circulation et les ressources. Cette situation place désormais le pastoralisme au cœur des dynamiques d'insécurité au Tchad et dans ses zones frontalières.

Le CCMSR : contrôle des couloirs pastoraux et fiscalité coercitive

Le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) est un mouvement rebelle tchadien apparu en 2016 à la suite d'une scission avec le FACT. Le mouvement a été initialement dirigé par Mahamat Hassan Boulmaje, avant son arrestation au Niger en 2017, suivit de son extradition vers le Tchad⁶². Actif principalement dans le sud de la Libye et dans le nord du Tchad, notamment dans la région du Tibesti, le CCMSR s'est imposé comme l'un des principaux groupes rebelles tchadiens opérant de part et d'autre de la frontière tchado-libyenne⁶³. Ses activités ont été signalées dans les secteurs de Wour, Kouri et Wouri, zones stratégiques du Tibesti où se croisent des enjeux militaires, l'orpillage, les trafics et les mobilités transfrontalières⁶⁴. Dans ces espaces, l'emprise armée et les affrontements récurrents contribuent à accroître l'insécurité des circulations, y compris pour les mobilités pastorales lorsque celles-ci empruntent ou recoupent les mêmes axes de passage.

Les activités du CCMSR perturbent directement les déplacements pastoraux saisonniers en retardant, détournant ou bloquant les migrations entre le nord et le sud du Tchad, ainsi que vers le Cameroun et la RCA. Cette entrave systématique fragilise les équilibres traditionnels de transhumance et limite les capacités d'adaptation des éleveurs face aux aléas climatiques⁶⁵. Selon la FAO et le Programme alimentaire mondiale, l'insécurité imputable au CCMSR a entraîné une réduction de 45 % de l'utilisation des couloirs transfrontaliers reliant le Tchad, le Niger et la Libye, illustrant l'ampleur régionale de son impact⁶⁶.

Cette emprise territoriale s'accompagne d'une économie de prédation structurée, fondée sur le vol massif de bétail et la taxation illégale. Entre 2019 et 2023, plus de 20 000 animaux ont été dérobés, causant des pertes estimées à 2,3 milliards de FCFA⁶⁷. Outre ces actes de prédation, le CCMSR impose des taxes comprises entre 10 000 et 50 000 FCFA par troupeau, avec au moins 38 cas documentés en 2022⁶⁸.

Les conséquences humaines sont considérables. Entre 2020 et 2023, environ 12 500 éleveurs ont fui les localités de Miski, Yebibou et Zoumri vers le Kanem et le Hadjer Lamis, accentuant la pression sur les ressources locales et générant de nouvelles tensions socio-environnementales⁶⁹.

Les activités du CCMSR montrent ainsi comment le contrôle armé des couloirs pastoraux et la fiscalité illicite transforment le pastoralisme en une ressource stratégique de l'économie de guerre, provoquant pertes économiques, déplacements forcés et déstabilisation durable des territoires ruraux tchadiens.

Les ex-Séléka : contrôle armé et recompositions forcées

La Séléka, coalition de groupes rebelles à dominante musulmane apparue dans le nord-est de la République centrafricaine à partir de 2012, s'est progressivement structurée autour de plusieurs mouvements politico-militaires, notamment la Convention des patriotes pour la justice et la paix fondamentale, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement, la Convention patriotique du salut du Kodro, ainsi que d'autres groupes associés de manière plus variable, comme le Front démocratique du peuple centrafricain et l'Alliance pour la renaissance et la refondation⁷⁰. En renversant le président François Bozizé le 24 mars 2013 et en portant Michel Djotodia au pouvoir, la Séléka a profondément bouleversé les équilibres politiques, militaires et territoriaux de la RCA⁷¹.

Cet épisode a exacerbé les tensions intercommunautaires. Les éleveurs peuls et mbororo, souvent perçus étant de confession musulmane, ont été associés par certaines communautés aux réseaux de la Séléka ou à ses groupes alliés, les exposant à des représailles ciblées, notamment de la part des milices anti-balaka⁷². Face à cette insécurité, de nombreux éleveurs peuls centrafricains, ainsi que des transhumants tchadiens et camerounais, ont été contraints de quitter certaines zones de la RCA, entraînant une désorganisation profonde des flux pastoraux transfrontaliers⁷³.

Les factions issues de l'ex-Séléka, en particulier le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), ont ensuite exercé une emprise importante sur plusieurs axes stratégiques, marchés à bétail et points de passage situés dans l'est et le centre-est du pays, notamment dans les régions de la Ouaka, de la Haute-Kotto, du Mbomou et du Haut-Mbomou⁷⁴. Cette emprise s'est traduite par la multiplication de checkpoints, de prélèvements coercitifs et de formes de taxation armée sur les circulations commerciales et pastorales⁷⁵. Ces dynamiques démontrent la centralité des routes pastorales et commerciales dans les stratégies de contrôle territorial des groupes armés, bien que les données chiffrées demeurent difficiles à obtenir.

Les ex-Séléka ont instauré une fiscalité coercitive (15 000 à 50 000 FCFA par troupeau ou 500 FCFA par tête), augmentant de 30 à 40 % les coûts de transhumance⁷⁶. Entre 2013 et 2021, plus de 15 000 animaux ont été volés⁷⁷ et environ 60 000 éleveurs ont abandonné la transhumance vers la RCA. En 2020, 1 200 familles restaient bloquées dans les localités de Kabo, Birao et Ouadda⁷⁸.

Les ex-Séléka ont ainsi provoqué une baisse d'environ 30 % des revenus pastoraux et une détérioration massive de la mobilité transfrontalière. Ces dynamiques transforment le pastoralisme en une ressource stratégique de l'économie de guerre et en un levier central de recomposition des espaces de circulation en RCA.

L'UPC : reconfiguration coercitive des dynamiques pastorales transfrontalières

L'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC), créée en septembre 2014 par Ali Darassa, est une faction issue de l'ex-Séléka qui s'est imposée comme un acteur armé majeur du contrôle des espaces pastoraux en RCA. Tout en revendiquant la défense des intérêts de la communauté peule musulmane et en s'opposant

au FPRC, l'UPC déploie ses activités le long d'axes stratégiques de transhumance, notamment autour de Bambari, Alindao et dans le Mbomou, au cœur des itinéraires reliant la RCA au Tchad et au Cameroun.

Les routes pastorales traversant ces territoires ont été profondément déstabilisées par des violences armées, des vols de bétail, des enlèvements et des extorsions, contraignant de nombreux éleveurs à modifier leurs itinéraires, à fragmenter leurs déplacements ou à abandonner certaines transhumances transfrontalières⁷⁹. Ces pratiques traduisent une instrumentalisation directe de la mobilité pastorale comme levier de contrôle territorial.

Selon ISS Africa et International Crisis Group, l'UPC impose une fiscalité coercitive systématique, avec des frais illégaux allant de 25 000 à 100 000 FCFA par troupeau, prélevés sur deux à quatre points de contrôle armés situés à Bambari, Grimari, Kouango et Alindao⁸⁰. Entre 2020 et 2022, le groupe a été impliqué dans plus de 65 incidents de prédation armée visant directement les éleveurs nomades⁸¹. La FAO⁸² estime à plus de 2 000 le nombre de bêtes dérobées sur cette période.

En érigeant des barrières, en contrôlant les ponts et les axes routiers, l'UPC entrave la fluidité des mobilités, poussant près de 60 % des éleveurs à réorienter leurs trajets. Cette reconfiguration forcée perturbe la transhumance entre la Vakaga, le Salamat et le Cameroun, tout en accentuant les tensions intercommunautaires, comme l'illustrent les 15 morts recensés à Alindao en 2021. Dans l'ensemble, l'UPC reconfigure activement les itinéraires, les temporalités et les coûts de la transhumance, dégradant la sécurité alimentaire régionale ainsi que les dynamiques pastorales transfrontalières.

La LRA : désorganisation durable des mobilités pastorales

Depuis la fin des années 1980, l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dirigée par Joseph Kony, constitue un facteur majeur d'insécurité chronique dans les zones frontalières entre la RCA, le Soudan du Sud et la RDC. Par des exactions répétées (enlèvements, pillages et violences ciblées contre les civils), la LRA a durablement perturbé les déplacements pastoraux saisonniers, notamment dans le Haut-Mbomou et le Mbomou, espaces clés de passage pour les éleveurs tchadiens et camerounais⁸³.

Selon Resolve LRA crisis initiative, entre 2010 et 2016, plus de 8 000 animaux ont été volés par la LRA dans les zones de Rafaï, Zémio, Obo et Djemah, illustrant l'intégration du pillage du bétail dans les stratégies de survie et de financement du groupe armé⁸⁴. Plus de 30 attaques ont directement ciblé des éleveurs dans les espaces frontaliers entre RCA, RDC, et Soudan du Sud, confirmant la vulnérabilité spécifique des communautés pastorales.

Cette insécurité persistante a provoqué un effondrement de la transhumance sur plusieurs axes. Sur le corridor Obo-Mboki-Bambouti, les flux pastoraux ont chuté de près de 60 % entre 2012 et 2015, ces itinéraires étant devenus le théâtre d'enlèvements et de pillages récurrents⁸⁵. Entre 2008 et 2020, plus de 1 000 civils, dont de nombreux éleveurs, ont été enlevés, forçant près de 5 000 pasteurs à se replier vers le Cameroun et le Tchad. Ce repli a considérablement rallongé les parcours de transhumance de près de 300 km.

Les pertes économiques sont estimées entre 250 et 400 millions de FCFA par an⁸⁶, tandis que les marchés pastoraux sont passés de 12 à 4 en Haute-Kotto et Mbomou. Bien que militairement affaiblie, la LRA continue de fragiliser durablement les circuits pastoraux, démontrant que l'impact des groupes armés dépasse leur seule présence militaire et s'inscrit dans la durée.

Les Anti-balaka : violences communautaires, prédation armée et effondrement des mobilités pastorales

Formés en 2013, les Anti-balaka sont des milices paramilitaires à dominante chrétienne ou animiste, issues principalement des zones rurales de la RCA. Constitués en réaction à la coalition ex-Séléka, ces groupes ont rapidement développé une violence communautaire ciblée, assimilant systématiquement les éleveurs peuls musulmans à des soutiens présumés des groupes rebelles⁸⁷. Cette stigmatisation a fait des communautés pastorales des cibles privilégiées au cœur d'une dynamique de représailles armées.

Les actions des Anti-balaka ont profondément entravé la transhumance transfrontalière vers le Cameroun et le Tchad, contraignant les éleveurs à emprunter des détours de plusieurs semaines, voire à abandonner durablement certains itinéraires⁸⁸. Ces contraintes ont entraîné des déplacements forcés, souvent permanents, redéfinissant ainsi les flux pastoraux régionaux⁸⁹.

Entre 2013 et 2020, les violences attribuées aux Anti-balaka ont provoqué une chute de 60 à 80 % de la transhumance en provenance de la RCA⁹⁰. Plus de 15 000 éleveurs peuls ont fui l'ouest du pays, notamment les préfectures de la Nana-Mambéré, de l'Ouham-Pendé et de la Mambéré-Kadéï, transformant ces zones en espaces de rupture pastorale⁹¹.

Parallèlement aux violences physiques, les Anti-balaka ont instauré une prédation économique systématique, exigeant 50 000 à 200 000 FCFA par troupeau sous forme de rançons ou de « droits de passage » entre 2015 et 2020⁹². Le conflit entre les ex-Séléka et les Anti-balaka a généré plus de 200 incidents violents, causé la mort de plus de 300 éleveurs et conduit à l'abandon d'environ 45 % des routes pastorales vers le Cameroun⁹³. Entre 2014 et 2019, plus de 30 000 animaux ont disparu⁹⁴.

Les Anti-balaka apparaissent ainsi comme des agents majeurs de désarticulation des systèmes pastoraux. En combinant stigmatisation identitaire, prédation armée et contrôle coercitif des routes, ils confirment que l'insécurité pastorale en RCA résulte avant tout de l'action directe des groupes armés.

Les zaraguinas : criminalité armée, prédation pastorale et désintégration des corridors de transhumance

Les itinéraires de transhumance en Afrique centrale sont aujourd'hui profondément déstabilisés par les exactions des zaraguinas, ces bandes armées de coupeurs de route composées d'anciens rebelles, d'émilitaires et de civils lourdement armés. Loin de constituer des actes isolés, leurs actions relèvent d'une criminalité organisée qui cible spécifiquement les éleveurs en mouvement. Par le biais d'embuscades répétées, de pillages de troupeaux, d'enlèvements contre rançon et d'extorsions systématiques, ces groupes transforment les couloirs pastoraux reliant le Cameroun, le Tchad et la RCA en espaces de prédation permanente.

L'impact de ces violences est multidimensionnel et particulièrement sévère pour les communautés pastorales. Les zaraguinas provoquent une prédation massive du cheptel, une chute brutale des revenus, la désorganisation des marchés à bétail et des déplacements forcés. Les pertes humaines incluent des morts, des blessés, des violences sexuelles ainsi que l'exil contraint de familles entières, accentuant la vulnérabilité des pasteurs et la fragmentation des réseaux pastoraux.

Cette criminalité persiste et se reconfigure sans cesse : dès 2004, environ 300 enfants mbororo ont été enlevés au Cameroun, au Tchad et en RCA, avec plus de 490 millions de FCFA exigés en rançons⁹⁵. À l'échelle locale, la zone de Touboro a subi de multiples agressions entre 2021 et 2022, tandis qu'en 2023,

deux enlèvements près de Mbaïboum ont entraîné le versement de 4 millions de FCFA. À l'échelle régionale, 86 millions de FCFA ont été dérobés dans le Nord du Cameroun en seulement quatre mois en 2023, alors que les rançons s'élevaient à 52,4 millions de FCFA dans le Mayo-Kebbi Ouest⁹⁶.

Ces violences ont entraîné des déplacements de populations d'envergure. Entre avril et juillet 2005, près de 20 000 Mbororo ont fui vers le Cameroun et le Tchad, contraints de vendre leur bétail pour payer les rançons exigées⁹⁷. Depuis le début des années 2000, l'insécurité liée aux zaraguinas a profondément déstabilisé le corridor pastoral Touboro–Ngaoui–Meiganga, contribuant à l'appauvrissement des ménages pastoraux et à la fragilisation structurelle de la filière bovine transfrontalière entre le Cameroun et la RCA⁹⁸.

Les zaraguinas apparaissent ainsi comme des acteurs clés de l'insécurité rurale, combinant violence armée, économie criminelle et contrôle coercitif des mobilités. Leur action confirme que la désintégration des systèmes pastoraux en Afrique centrale découle principalement de l'emprise croissante des groupes armés et criminels sur les routes, les ressources et les populations.

Le MLC et FDP : L'hybridation des violences armées

Au-delà des exactions des coupeurs de route, des groupes armés structurés se sont durablement insérés dans l'économie criminelle des zones pastorales frontalières du Cameroun, du Nigéria, du Tchad et de la RCA. Le Mouvement pour la Libération du Cameroun (MLC) et la Force de défense peule (FDP) ont ainsi opéré activement dans la région de l'Adamaoua, notamment dans les départements du Faro et du Déo, transformant ces territoires en espaces de prédation armée et de contrôle coercitif des mobilités pastorales.

Fortes de plusieurs milliers d'adhérents selon des estimations locales, ces organisations ont institutionnalisé des pratiques d'enlèvements, d'extorsions et de pillages, brouillant la frontière entre pastoralisme armé et criminalité organisée. Les alliances opportunistes entre éleveurs armés, trafiquants et groupes rebelles, combinées à la militarisation des acteurs locaux et à l'érosion de la souveraineté étatique, alimentent un cycle auto-entretenu de violence, de méfiance et de fragmentation sociale.

Cette dynamique est particulièrement visible dans le « triangle de la mort » Cameroun–Tchad–RCA, zone marquée par des trafics transnationaux et une vacance sécuritaire chronique. En 2022, 46 kidnappings, 12 morts et 42,9 millions de FCFA de rançons y ont été recensés dans le Logone Oriental. En 2023, le Mayo-Kebbi a enregistré 41 enlèvements et 52,4 millions de FCFA de rançons, attestant de la lucrativité de cette économie criminelle. Sur deux décennies, plus de 1 500 enlèvements ont été documentés⁹⁹.

Malgré le démantèlement officiel du MLC en 2021, les structures de violence persistent, notamment à travers la FDP, dont les raids dans le Menchum (2019–2020) ont provoqué des morts, des destructions et des déplacements. Parallèlement, des groupes djihadistes comme Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest ont instauré, autour du lac Tchad, des systèmes sophistiqués de racket, tandis qu'en RCA, le groupe 3R a institutionnalisé la tchoffal, imposant un taureau pour 30 à 50 têtes de bétail¹⁰⁰.

Ces dynamiques traduisent une hybridation croissante entre criminalité armée locale, rébellions et djihadisme. Le pastoralisme n'est plus seulement une cible de prédation, il s'impose désormais comme une ressource stratégique centrale des économies de guerre régionales.

Les groupes ambazoniens : la déstabilisation du pastoralisme

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, les groupes séparatistes ambazoniens se sont imposés comme des acteurs armés majeurs de l'insécurité rurale. Ils intègrent désormais le

N°	Typologie des crimes et impacts	Effectifs / montants
1	Ménages attaqués	306
2	Femmes affectées	312
3	Enfants affectés	1 398
4	Familles dépendantes du pastoralisme affectées	290
5	Personnes affectées	2 306
6	Personnes tuées	103
7	Personnes kidnappées	39
8	Rançons payées	47 176 500 FCFA
9	Campements, abris et logements brûlés	168
10	Animaux tués ou saisis	429
11	Ovins et caprins massacrés	59

FIGURE 8 Typologie et ampleur des exactions séparatistes contre les communautés pastorales dans le donga mantung, 2024

SOURCES : Justice and Dignity Campaign, 2024, Rapports mensuels des mois de janvier à août 2024, traduit et compilé par Baïzoumi Wambae Sylvain, rapport d'enquête de terrain non publié (2025)

pastoralisme au cœur de leurs stratégies de financement et de contrôle territorial. Comme l'illustrent les données de la Figure 8, les enlèvements, les vols de bétail, les assassinats ciblés d'éleveurs et les destructions de biens pastoraux constituent des pratiques récurrentes, visant à la fois à soutenir leurs activités illicites et à fragiliser le tissu économique local.

Les données du Figure 8 mettent en lumière une violence systématique exercée par les sécessionnistes ambazoniens contre les communautés dépendantes du pastoralisme. En ciblant directement ces populations, ces attaques s'inscrivent dans une stratégie délibérée : sur plus de 300 ménages touchés, 290 tirent l'essentiel de leurs revenus de l'élevage. Ce constat démontre que ces populations ne sont pas atteintes de façon incidente ou marginale, mais constituent des cibles structurelles dans les stratégies de coercition des groupes armés. Au total, les 2 306 personnes affectées témoignent de l'ampleur de cette crise et de la profonde déstabilisation du tissu social pastoral.

Les femmes et les enfants figurent parmi les principales victimes de cette dynamique. Avec 312 femmes et 1 398 enfants affectés, les exactions dépassent le cadre des pertes matérielles pour atteindre la structure même des ménages. Cette configuration engendre des vulnérabilités profondes : traumatismes durables, déscolarisation et désorganisation familiale, contribuant à installer une fracture intergénérationnelle au sein des groupes ciblés.

Le bilan humain et financier souligne également la gravité de cette prédation. Le nombre de personnes tuées s'élève à 103, tandis que 39 autres ont été kidnappées dans une logique de rançon, pour un montant total de 47 176 500 FCFA. Ces enlèvements monnayés confirment que la violence armée s'inscrit dans une économie de guerre où la coercition exercée sur les familles devient une source directe de revenus. Parallèlement, l'incendie de 168 campements et logements, ainsi que la perte de 488 animaux (429 bovins saisis ou tués et 59 ovins et caprins massacrés), indiquent une volonté d'affaiblissement durable des bases matérielles de la vie pastorale.



Une femme et un enfant avancent près d'un véhicule détruit, près de Buea. La violence armée y désorganise les territoires et transforme les mobilités, y compris les corridors pastoraux, en espaces de peur et de contrôle. © Giles Clarke/UNOCHA via Getty Images

Pris dans son ensemble, ce profil montre que les exactions observées poursuivent un double objectif : terroriser les populations et détruire les fondements économiques de leur autonomie. En s'attaquant simultanément aux personnes, aux habitations et aux troupeaux, les groupes armés instaurent des conditions propices à l'appauvrissement structurel, à la dépendance et au déplacement forcé. Les violences observées dans le Donga Mantung ne se limitent pas à la brutalité armée ; elles entraînent une désorganisation sociale profonde et une reconfiguration coercitive des espaces pastoraux.

Groupes armés associés à certains éleveurs mbororo : raids armés et déstabilisation des équilibres communautaires

Les violences attribuées à certains groupes armés associés à des communautés d'éleveurs mbororo s'inscrivent dans un enchevêtrement complexe de facteurs sécuritaires, fonciers et politiques, fortement exacerbés par la crise anglophone au Cameroun. Depuis 2016, cette crise, née de revendications corporatistes et politiques dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, a progressivement évolué en un conflit armé opposant les forces de défense et de sécurité à des groupes séparatistes. Dans ce contexte, l'affaiblissement de l'autorité étatique, la circulation des armes, les déplacements forcés et la multiplication des groupes d'autodéfense ont contribué à la militarisation des relations intercommunautaires. Les raids attribués à certains groupes armés associés à des éleveurs mbororo ne relèvent donc pas de dynamiques pastorales traditionnelles, mais d'un environnement marqué par des logiques de représailles locales, de compétition foncière et de fragmentation durable de l'ordre sécuritaire dans plusieurs zones rurales.

Présents depuis plusieurs décennies dans les Grassfields, les Mbororo entretenaient déjà, avant les années 2010, des différends fonciers récurrents avec les communautés agricoles autochtones. La crise anglophone a agi comme un catalyseur, réactivant et radicalisant ces tensions latentes. Certains mouvements séparatistes ont ainsi accusé des segments de la communauté mbororo de collusion avec l'État camerounais — notamment en raison de coopérations supposées avec les forces de sécurité et de l'émergence de milices locales telles que la FDP — accentuant ainsi la stigmatisation et la polarisation identitaire.

Selon Amnesty International, plusieurs attaques meurtrières ont été attribuées à des groupes armés issus des mbororo dans les départements de Menchum, Boyo et Donga-Mantung, parfois commises dans un climat d'impunité ou de tolérance tacite de la part des forces de sécurité. Ces violences illustrent une criminalisation progressive de certaines franges de l'économie pastorale, désormais imbriquées dans des logiques d'autodéfense armée, de représailles et de contrôle territorial¹⁰¹.

Dans l'arrondissement de Nwa, situé à la frontière nigériane, les affrontements entre éleveurs Mbororo et agriculteurs Yamba, Mbaw et Mfumte se sont intensifiés depuis 2016. Entre février et mars 2021, dix-huit villages ont été attaqués, entraînant la mort de 17 personnes et la destruction d'une centaine d'habitations, de cultures et de greniers. Ces événements, qui ont provoqué le déplacement forcé de plus de 4 200 personnes¹⁰², témoignent de l'effondrement des mécanismes traditionnels de médiation foncière.

Ces violences, alimentées par la compétition pour l'accès aux ressources, l'armement des acteurs locaux et les stratégies de survie dans un contexte de conflit prolongé, fragilisent durablement les équilibres communautaires. Elles s'inscrivent, enfin, dans une instabilité régionale plus large, marquée notamment par les exactions de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Cette dynamique confirme que l'interaction entre groupes armés et pastoralisme constitue désormais un enjeu sécuritaire majeur et transversal en Afrique centrale.

Économie des corridors : entre flux licites et captation criminelle

L'estimation des flux licites et illicites du pastoralisme transfrontalier est un préalable essentiel pour appréhender les dynamiques économiques et sécuritaires en Afrique centrale. Les échanges légaux de bétail structurent l'approvisionnement des marchés, soutiennent les économies locales et assurent la subsistance de millions de ménages pastoraux. Toutefois, ces circuits formels coexistent avec des flux parallèles fondés sur la contrebande, la fraude douanière et le trafic de bétail. De plus en plus, ces flux illicites s'insèrent dans des économies criminelles et armées, contribuant directement au financement des groupes armés. Leur expansion fragilise les recettes publiques, fausse les prix, perturbe les marchés régionaux et renforce l'insécurité le long des corridors pastoraux transfrontaliers, affaiblissant ainsi durablement la gouvernance étatique.

L'analyse des flux le long des principales pistes de transhumance met en évidence la coexistence de deux dynamiques étroitement imbriquées : d'une part, une économie pastorale licite de grande ampleur, structurée autour de la circulation formelle du bétail ; d'autre part, une économie illicite qui capte une part importante de la valeur produite sur ces mêmes corridors. Les flux licites confirment que plusieurs axes pastoraux jouent un rôle moteur dans l'intégration économique régionale. Parmi les corridors les plus stratégiques figurent :

- L'axe Waza–Kousseri–N'Djamena : environ 100 000 têtes par an, pour une valeur estimée de 20 à 25 milliards de FCFA¹⁰³.
- L'axe Ngaoundéré–Belel–Touboro–Moundou : 80 000 à 100 000 têtes par an, générant une valeur de 20 à 25 milliards de FCFA¹⁰⁴.
- L'axe Touboro–Moundou–Bébaïem : 50 000 à 60 000 têtes par an, pour une valeur de 12 à 15 milliards de FCFA¹⁰⁵.

Ces corridors sont essentiels pour l'approvisionnement des marchés urbains et pour la subsistance de nombreux ménages pastoraux et commerçants.

Parallèlement à l'activité licite, ces espaces sont soumis à une captation prédatrice récurrente. Les flux illicites prennent des formes variées : rackets, taxation coercitive, vols de bétail, coupeurs de route, rançons ou prélèvements informels multipostes. L'analyse par axe révèle l'ampleur de cette économie souterraine :

- Axe Waza–Kousseri–N'Djamena : cette piste apparaît comme l'une des plus exposées, avec un racket annuel estimé à 0,8 à 1 milliard de FCFA, complété par des vols de bétail dépassant souvent 100 millions de FCFA par an¹⁰⁶.
- Axes de Touboro : les corridors Touboro–Moundou–Bébaïem et Ngaoundéré–Belel–Touboro–Moundou enregistrent des prélèvements illicites élevés respectivement entre 200 et 500 millions de FCFA¹⁰⁷ et entre 300 et 600 millions de FCFA par an¹⁰⁸.
- Corridors Cameroun–RCA : sur l'itinéraire Ngaoundéré–Ngaoui–Bocaranga, la *tchoffal* est estimée entre 120 et 200 millions de FCFA par an, tandis que l'axe Tignère–Ndélé–Biraï subit une taxation armée systématique de l'ordre de 200 à 400 millions de FCFA par an¹⁰⁹.

La comparaison entre les différents axes montre que l'intensité de cette économie illicite varie selon la densité des flux, la vulnérabilité sécuritaire des zones traversées, la fragmentation de l'autorité publique et la présence de groupes armés ou d'intermédiaires coercitifs. Les corridors les plus fréquentés et les mieux intégrés aux échanges transfrontaliers sont souvent les plus exposés aux formes organisées de prédation. Même les axes secondaires ne sont pas épargnés :

- Corridors sud (Kye–Ossi, Ambam, Campo, Ebebiyin) : bien que les flux y demeurent plus limités (5 000 à 10 000 têtes par an pour une valeur de 1 à 2 milliards de FCFA), ils restent affectés par une fiscalité informelle s'élevant à plusieurs dizaines de millions de FCFA par an¹¹⁰.
- Axe Bangui–Zongo–Lisala : le surcoût lié aux prélèvements successifs est estimé à environ 100 millions de FCFA par an¹¹¹.

Pris dans leur ensemble, les éléments analysés montrent que les pistes de transhumance ne constituent pas seulement des voies de circulation du bétail, mais aussi des espaces de compétition économique, de prélèvement financier et de contrôle territorial. À l'échelle des principaux corridors étudiés, les flux



licites liés au commerce pastoral représentent des volumes financiers considérables, tandis que les flux illicites générés par les rackets, les vols de bétail, la taxation armée et les rançons atteignent également des niveaux significatifs. En ce sens, la prédation exercée sur les corridors pastoraux ne relève pas d'une externalité marginale du commerce du bétail ; elle tend à devenir une composante structurelle de son fonctionnement dans les zones marquées par l'insécurité, la fragmentation de l'autorité publique et la faiblesse des mécanismes de régulation.

Un troupeau est conduit par des éleveurs dans la région du lac Tchad. La densité du bétail et la faible visibilité témoignent de l'intensité des mobilités pastorales et des contraintes liées à l'accès à l'eau et aux pâturages. © Philippe Desmazes/AFP via Getty Images



La métamorphose sécuritaire du pastoralisme

L'armement des bergers et des communautés d'éleveurs : facteurs de militarisation et conséquences

En Afrique centrale, la persistance de l'insécurité, l'exacerbation des conflits fonciers et la carence de protection étatique ont favorisé le port d'armes chez les bergers, initialement perçu comme un moyen d'autodéfense. Cependant, cette militarisation du pastoralisme alimente aujourd'hui un processus de criminalisation des communautés, renforce les tensions intercommunautaires et entrave durablement la médiation, la coexistence pacifique ainsi que les efforts de stabilisation régionale.

Facteurs de basculement vers l'armement individuel

La militarisation croissante des bergers et des communautés d'éleveurs en Afrique centrale résulte avant tout de l'intensification des activités des groupes armés et de la prolifération du trafic d'armes, qui ont profondément reconfiguré l'environnement pastoral. Plus qu'un simple cumul de vulnérabilités, il existe une interaction directe entre violence armée et économie pastorale, au sein de laquelle troupeaux, couloirs de transhumance et marchés deviennent des cibles stratégiques. Entre 2010 et 2020, les conflits agropastoraux et les violences liées au vol de bétail ont causé plus de 15 000 morts en Afrique de l'Ouest et centrale¹¹². Aux frontières entre le Tchad et le Cameroun, 230 décès liés aux vols de bétail ont été enregistrés entre 2015 et 2024¹¹³. Parallèlement, dans le bassin du lac Tchad, les incidents attribués à Boko Haram sont passés de 2 en 2015 à 131 en 2024¹¹⁴, illustrant la militarisation fulgurante des espaces pastoraux.

Face à cette insécurité et à l'absence de protection étatique crédible, le port d'armes apparaît pour de nombreux éleveurs comme une réponse contrainte à une économie de prédation. En RCA, les groupes armés — notamment 3R — ont intégré le pastoralisme à leurs mécanismes de financement. Près de 50 % des éleveurs subissent chaque année des taxes illégales, des agressions et des sanctions violentes,

notamment par le biais de la tchoffal, laquelle peut exiger un taureau pour 30 à 50 têtes de bétail¹¹⁵. Cette fiscalité armée transforme l'élevage en ressource de guerre, poussant certains éleveurs à s'armer ou à s'aligner sur des groupes armés pour réduire leur exposition à la violence.

Bien que les facteurs structurels – pression foncière, changement climatique, pauvreté – aggravent cette dynamique, ils sont avant tout instrumentalisés par les acteurs armés. La stigmatisation des éleveurs, assimilés aux groupes armés en raison du port d'armes, alimente un cercle vicieux de méfiance et de violence. Par ailleurs, la faiblesse des institutions foncières et des mécanismes de médiation laisse un vide institutionnel, lequel est exploité par les groupes armés, qui imposent leurs propres règles. Ainsi, l'armement des bergers s'explique moins par des traits culturels que par l'emprise croissante des réseaux armés et du trafic d'armes sur l'économie pastorale. Rompre cette spirale exige une approche intégrée : la sécurisation des corridors, le démantèlement des systèmes de taxation armée et le renforcement d'une gouvernance foncière inclusive.

Proportion des éleveurs armés lors de la transhumance

Au cours des deux dernières décennies, le port d'armes chez les éleveurs transhumants en Afrique centrale n'est plus un épiphénomène lié à l'insécurité ambiante, mais la conséquence directe de l'emprise croissante des groupes armés et de la circulation incontrôlée des armes. Selon l'International Crisis Group¹¹⁶, environ 60 % des pasteurs peuls migrants circulant entre le Tchad, le Cameroun et la RCA détiennent désormais des armes de guerre, notamment des AK-47 et des M14. Ce chiffre illustre le degré avancé de militarisation des espaces pastoraux transfrontaliers.

Dans le septentrion camerounais, plus de la moitié des éleveurs transhumants sont désormais armés, principalement en réaction aux prédateurs de bandits, de groupes rebelles et de milices locales qui exploitent systématiquement les troupeaux comme ressource économique¹¹⁷. Le Small Arms Survey¹¹⁸ estime que 40 à 70 % des Mbororo opérant entre le Logone Oriental (Tchad) et le nord de la RCA portent des armes, favorisant des échanges constants d'armes légères entre éleveurs, groupes armés et réseaux criminels.

L'arsenal observé reflète cette imbrication avec les économies de guerre : il mêle armes automatiques, fusils de chasse de calibre 12, armes artisanales et armes blanches traditionnelles¹¹⁹. Les filières d'approvisionnement sont intrinsèquement liées aux dynamiques des conflits armés régionaux, via le marché noir en RCA, en RDC et au Soudan, le recyclage d'armes issues des conflits impliquant l'ex-Séléka, les Anti-balaka ou la LRA, ainsi que des complicités locales et des pratiques de corruption au sein des forces de sécurité.

Les Nations Unies indiquent qu'en 2020, l'UPC d'Ali Darassa a perçu environ 2 000 AK-47 acheminés par des circuits tchadiens et soudanais. Entre 2015 et 2020, plus de 100 000 armes circulaient dans les zones pastorales du Tchad, dont 20 à 30 % provenaient de militaires actifs ou retraités¹²⁰. Par ailleurs, des enquêtes menées entre 2021 et 2023 ont confirmé la revente directe d'armements à des pasteurs par certains officiers dans les régions de l'Adamaoua et du Nord-Cameroun¹²¹.

Ainsi, la forte proportion d'éleveurs armés ne traduit pas une inclination intrinsèque à la violence, mais témoigne de l'intégration contrainte du pastoralisme dans des écosystèmes dominés par les groupes armés et le trafic d'armes. Cette militarisation subie alimente, en retour, la criminalisation des communautés pastorales et renforce des cycles de violence qui fragilisent durablement l'économie pastorale traditionnelle.

Conséquences de l'armement des bergers

La militarisation croissante de la transhumance ne relève pas d'une simple logique d'auto-défense, mais de l'intégration progressive des communautés pastorales dans des économies de guerre, sous l'influence de groupes armés, de réseaux mafieux et de complicités politico-militaires. Cette dynamique accentue les tensions et fragilise profondément la stabilité en Afrique centrale.

- **Escalade des conflits :** L'armement des bergers, encouragé ou instrumentalisé par des acteurs armés, transforme des différends locaux en affrontements meurtriers. Entre 2010 et 2022, les conflits liés à la transhumance ont augmenté de 250 %¹²². Depuis 2012, près de 3 500 victimes ont été recensées au Tchad et en RCA¹²³. Dans l'est du Cameroun, 70 % des violences impliquent désormais des armes issues de réseaux militaires ou étatiques¹²⁴.
- **Instrumentalisation politique et sécuritaire :** Les armes circulant dans les zones pastorales servent des agendas politiques et sécuritaires, allant du contrôle coercitif des couloirs de transhumance aux manipulations électorales et à des enjeux géopolitiques locaux. Selon l'OCHA, 35 % des groupes armés du Logone Oriental ont bénéficié d'armes ou de formations¹²⁵. Par ailleurs, le Panel d'experts de l'ONU souligne la responsabilité d'officiers liés à l'UPC et à l'ex-Séléka dans la distribution d'équipements et d'appuis logistiques.
- **Crise humanitaire majeure :** Les violences impliquant des éleveurs armés, dans des territoires sous emprise rebelle ou criminelle, participent à l'aggravation de la crise humanitaire. En RCA, 1,9 million de personnes vulnérables nécessitaient une assistance humanitaire en 2024, tandis que plus de 1,1 million de Centrafricains étaient déplacés de force¹²⁶ ; ¹²⁷. Ces dynamiques perturbent les moyens d'existence pastoraux et agricoles, notamment dans les zones de transhumance, et fragilisent durablement les économies rurales fortement exposées aux conflits armés locaux.
- **Criminalisation et cycles de violence :** La corruption au sein des institutions de sécurité alimente le trafic d'armes et accélère la criminalisation des communautés pastorales. Au Cameroun, selon le MINAT, 60 % des coupeurs de route seraient d'origine pastorale, tandis qu'au Tchad, plus de 1 200 armes ont été saisies chez des éleveurs par la DGSSIE¹²⁸. Ces statistiques traduisent moins une dérive communautaire qu'une captation du pastoralisme par des réseaux armés et criminels.

Au lieu de garantir la sécurité, la prolifération des armes entretient des cycles de violence, la marginalisation et la criminalisation des communautés pastorales, tout en consolidant le pouvoir économique et territorial des groupes armés. La militarisation de la transhumance s'impose ainsi comme un facteur majeur de déstabilisation régionale, menaçant à la fois l'économie pastorale traditionnelle et la coexistence pacifique.



Un troupeau est conduit par des éleveurs dans la région du lac Tchad. La densité du bétail et la faible visibilité témoignent de l'intensité des mobilités pastorales et des contraintes liées à l'accès à l'eau et aux pâturages. © Sia Kambou/Pool/AFP via Getty Images

Fragmentation et contrôle armé des espaces d'élevage

La militarisation croissante des zones pastorales en Afrique centrale résulte avant tout de l'emprise grandissante des acteurs armés — armées nationales, groupes rebelles, milices locales et réseaux criminels — sur les territoires d'élevage. Dans ce contexte d'insécurité persistante et de carence étatique, les espaces pastoraux ne sont plus de simples zones de production, mais deviennent des théâtres de confrontation et de prédation. Le bétail, les couloirs de transhumance et les éleveurs eux-mêmes y constituent désormais des enjeux stratégiques. Pris en étau, les pasteurs se retrouvent victimes de violences systémiques et, parfois sous contrainte, intégrés à des logiques militarisées, ce qui accentue la confusion entre pastoralisme et insécurité.

Entre 2021 et 2024, cette dynamique s'est nettement intensifiée. Au Cameroun, près de 9 000 militaires et gendarmes, incluant les unités du Bataillon d'intervention rapide, ont été déployés dans les régions septentrionales pour un budget estimé à 32 milliards de FCFA. Bien que ces opérations soient officiellement justifiées par la lutte contre le banditisme, elles s'accompagnent fréquemment de saisies arbitraires de bétail, d'extorsions et de violences, exacerbant la méfiance des éleveurs envers les forces de sécurité¹²⁹.

Au Tchad, environ 8 500 militaires sont déployés dans le Batha, le Salamat et l'Ouaddaï, pour un coût évalué à 104 milliards de FCFA. Selon OCHA, 60 % des éleveurs déclarent voir leur mobilité entravée par les opérations militaires, la multiplication des checkpoints armés et l'imposition de taxes informelles¹³⁰. En RCA, près de 4 000 soldats, appuyés par des mercenaires de Wagner et des milices locales, contrôlent environ 30 % des couloirs pastoraux, où ils imposent des taxes illégales et des restrictions de circulation¹³¹. En RDC, près de 3 000 militaires et membres de groupes armés — parfois en interaction avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) — pratiquent l'extorsion, les déplacements forcés et la confiscation de bétail¹³².

Si les gouvernements invoquent la lutte contre le banditisme et le terrorisme, la confusion entretenue entre pasteurs et groupes armés accentue la criminalisation des communautés pastorales. Dans certains contextes, des autorités locales ou des milices ont délibérément distribué des armes aux éleveurs. Au Tchad, la privatisation sécuritaire des pâturages a favorisé l'émergence de « jardins privés » protégés par des bouviers armés. Ces pratiques entraînent des conséquences humanitaires et institutionnelles majeures. Selon Amnesty International, 60 % des éleveurs tchadiens voient leur mobilité fortement entravée¹³³. Par ailleurs, l'implication des forces de sécurité dans des déguerpissements forcés ou la protection d'intérêts privés — évaluée à 42% dans certaines sources publiques — contribue à l'escalade des tensions¹³⁴. Ainsi, la militarisation des zones pastorales alimente une économie de guerre centrée sur le bétail, fragilisant durablement la gouvernance locale et la stabilité régionale.

Le climat comme catalyseur des violences armées

L'intensification des aléas climatiques (sécheresses, pluies extrêmes et vagues de chaleur) ne constitue pas en soi la cause principale de l'insécurité pastorale en Afrique centrale, mais agit comme un puissant multiplicateur des dynamiques de violence armée existantes. En perturbant les calendriers de transhumance et en raréfiant les ressources, le changement climatique contraint les éleveurs à concentrer leurs troupeaux sur des itinéraires plus restreints et plus prévisibles, facilitant ainsi les rackets et les taxations coercitives par les groupes armés. Les points d'eau et les couloirs pastoraux deviennent ainsi des ressources stratégiques militarisées. Si les projections du GIEC confirment la fréquence accrue

des événements extrêmes, c'est leur interaction avec la violence armée et la fragilité de la gouvernance qui transforme le stress environnemental en insécurité chronique¹³⁵.

Les crues enregistrées entre 2022 et 2024 dans les bassins du Chari-Logone et du Niger illustrent ce mécanisme. Elles ont désorganisé des axes clés comme Waza-Kousseri-N'Djamena et Maroua-Yagoua-Bongor, imposant des déviations coûteuses et concentrant les troupeaux sur des couloirs à haut risque. En 2022, ces inondations ont provoqué le déplacement de 254 483 personnes à N'Djamena¹³⁶. En 2024, le bilan s'est alourdi au Tchad avec près de 2 millions de personnes touchées, 218 000 habitations détruites et 576 décès¹³⁷. À l'échelle régionale, la saison 2024 a compté 3,5 millions de sinistrés et près de 900 morts¹³⁸.

Parallèlement, les sécheresses récurrentes accentuent la pression sur les ressources du Logone, du Mayo-Kebbi et de la Bénoué, intensifiant les frictions entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs¹³⁹. Cette raréfaction facilite la captation de l'accès à l'eau et aux pâturages par des acteurs armés, qui imposent contrôles et prélèvements.

La concentration forcée des troupeaux accroît les vols de bétail. Par exemple, les razzias attribuées à Boko Haram sur les frontières Cameroun-Tchad sont passées de 2 incidents en 2015 à 131 en 2022¹⁴⁰, pour une valeur cumulée dépassant 5 milliards de FCFA. Dans ce contexte, une fiscalité armée s'est institutionnalisée le long des axes pastoraux majeurs, notamment à travers la *tchoffal* en RCA. Les effets se répercutent jusqu'aux marchés urbains, avec des hausses de prix de 20 à 30 % dans plusieurs villes¹⁴¹.

Trois zones de tension majeures concentrent ces vulnérabilités : le Mayo-Kebbi Est et le Logone (Tchad), l'Extrême-Nord du Cameroun et le Borno nigérian, ainsi que l'Ouest et le Nord de la RCA. Dans ces espaces, le changement climatique agit comme un accélérateur de menaces en rendant la mobilité pastorale plus contrainte et plus vulnérable à l'exploitation des groupes armés, ce qui fragilise durablement la stabilité régionale.



Des populations sont transportées en embarcation dans l'ouest du Niger après l'endommagement de la route nationale 25 par de fortes pluies, le 20 août 2024. Les chocs climatiques fragilisent les infrastructures et perturbent durablement les mobilités humaines, économiques et pastorales.
© Boureima Hama/AFP via Getty Images



Conclusion

Au-delà du seul cas du pastoralisme transfrontalier en Afrique centrale, ce rapport met en lumière une dynamique structurelle : dans les zones frontalières fragiles, l'absence d'une gouvernance crédible expose les économies mobiles à des formes de captation criminelle. Dans ce contexte, le bétail, les marchés pastoraux et les corridors de transhumance changent de nature. Ils ne constituent plus seulement des infrastructures économiques et sociales de mobilité, mais deviennent également des actifs stratégiques au sein d'économies de prédation, où se croisent groupes armés, réseaux criminels, trafiquants, coupeurs de route, intermédiaires économiques et acteurs corrompus. La violence observée n'est donc plus périphérique au système pastoral. Elle en redéfinit les itinéraires, les coûts, les mécanismes de régulation et les rapports de pouvoir.

Ces résultats mettent également en évidence des défis structurels de gouvernance qui dépassent les affrontements locaux entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs. Les défaillances institutionnelles sont multiples : faiblesse du contrôle territorial, insuffisance des dispositifs de sécurité, fragmentation des réponses administratives, corruption, absence de traçabilité du bétail et incapacité des États à réguler durablement l'accès aux pâturages, aux points d'eau et aux marchés. Dans le même temps, le rapport montre que l'absence de coordination régionale efficace laisse prospérer des systèmes parallèles de taxation, de protection armée, de racket et de captation des flux commerciaux. Dans ce contexte, la militarisation de certains bergers traduit moins une adhésion idéologique qu'une réponse défensive à la défaillance de la sécurité publique et à l'exposition croissante des éleveurs aux prédatons armées et criminelles.

Au-delà de la dimension locale, les pratiques documentées s'inscrivent dans des dynamiques plus larges de flux illicites, de criminalité financière et d'économie informelle transfrontalière. Sans constituer une qualification juridique formelle, le schéma observé présente plusieurs caractéristiques souvent associées aux risques de blanchiment et de financement d'activités violentes : extorsion systématique, taxation illégale, opacité du commerce transfrontalier, paiements en espèces, réinjection de revenus illicites dans des circuits commerciaux apparemment licites et captation de chaînes d'approvisionnement rurales par des acteurs coercitifs. Ces dynamiques rejoignent les préoccupations du Groupe d'action

financière (GAFI/FATF) relatives aux économies informelles et aux frontières poreuses, notamment en matière de flux d'espèces, à la contrebande, à la fraude commerciale et au contrôle territorial coercitif.

L'implication politique est claire : traiter cette crise comme un problème uniquement pastoral, agricole ou humanitaire est insuffisant. La sécurisation durable de la transhumance exige une approche intégrée combinant gouvernance foncière, régulation des mobilités, protection des corridors, traçabilité du bétail, lutte contre le trafic d'armes, démantèlement des réseaux de racket et coopération transfrontalière. La décriminalisation du pastoralisme ne signifie pas ignorer les activités criminelles qui s'y greffent. Elle implique au contraire de distinguer clairement les éleveurs et les communautés pastorales des réseaux organisés qui exploitent leur vulnérabilité, captent la valeur du bétail et transforment les corridors de mobilité en espaces de prédation.

Dans cette perspective, la réponse publique ne peut se limiter à une militarisation accrue des espaces pastoraux. Elle doit restaurer la confiance entre les communautés, renforcer les mécanismes locaux de médiation, améliorer la présence administrative dans les zones frontalières et développer des outils régionaux capables de suivre les flux de bétail, d'identifier les circuits illicites et de protéger les mobilités légitimes. C'est à cette condition que les corridors de transhumance pourront redevenir des espaces d'échange, de production et d'intégration régionale, plutôt que des lieux de captation criminelle et de fragmentation sécuritaire.

Recommandations

Les constats présentés dans ce rapport soulignent la nécessité d'une réponse intégrée associant sécurité rurale, gouvernance foncière, régulation commerciale, lutte contre la corruption, coopération transfrontalière et surveillance des flux financiers illicites. Restaurer la fonction productive et pacifique du pastoralisme suppose non seulement de protéger les communautés et les couloirs de transhumance, mais aussi de démanteler les mécanismes économiques permettant aux groupes armés et aux réseaux criminels de convertir le bétail, la mobilité et la peur en sources durables de revenus.

Afin de clarifier les responsabilités opérationnelles, les recommandations sont structurées ci-dessous par catégories d'acteurs.

Aux gouvernements et administrations nationales

Les gouvernements du Cameroun, du Tchad, de la RCA et de la RDC devraient harmoniser les cadres juridiques et administratifs encadrant la transhumance transfrontalière afin de clarifier les droits d'accès aux pâturages, aux points d'eau, aux couloirs de passage et aux marchés à bétail. Cette harmonisation contribuerait à réduire les zones grises exploitées par les groupes armés, les réseaux criminels et les agents corrompus.

Le renforcement de la traçabilité du bétail à travers des systèmes d'identification, des laissez-passer pastoraux sécurisés et, lorsque les conditions techniques le permettent, des dispositifs numériques de suivi des troupeaux, permettrait de limiter la revente de bétail volé, de mieux contrôler les mouvements transfrontaliers et de réduire l'infiltration des circuits commerciaux par des flux illicites.

Les États devraient enfin renforcer la lutte contre la corruption administrative et sécuritaire en assurant la transparence des prélèvements officiels, en mettant en place des mécanismes de plainte accessibles aux éleveurs et en sanctionnant les agents impliqués dans les rackets, les taxations illégales ou les complicités avec des acteurs armés et criminels.

Aux forces de défense, de sécurité, de douane et de renseignement

Les forces de défense et de sécurité sont appelées à renforcer les dispositifs mixtes de sécurisation des routes pastorales, des marchés à bétail, des points d'eau stratégiques et des zones frontalières exposées. Les patrouilles devraient cibler en priorité les corridors à haut risque, les marchés infiltrés, les points de passage informels et les zones où les rackets, les vols de bétail, les enlèvements et les taxations illégales sont les plus répandus.

Une meilleure coordination entre la gendarmerie, la police, les forces armées, les douanes et les services de renseignement apparaît également nécessaire afin de suivre les flux de bétail, d'identifier les circuits de revente illicite et de lutter contre le trafic d'armes, la contrebande et les mécanismes de financement armé liés à l'économie pastorale.

Il est également recommandé de créer ou de renforcer des unités spécialisées dans la sécurité pastorale, formées aux droits humains, à la médiation communautaire, à la prévention des abus et à la distinction entre éleveurs, communautés pastorales et réseaux criminels.

Aux collectivités territoriales, communes et chefferies traditionnelles

Les communes, conseils régionaux et chefferies traditionnelles devraient être placés au cœur de la gouvernance pastorale locale. Leur proximité avec les communautés leur permet d'assurer la médiation foncière, la gestion concertée des ressources naturelles, le suivi des incidents, la prévention des conflits et l'alerte précoce.

Ces acteurs pourraient également contribuer au balisage et à l'entretien des couloirs de transhumance, à la gestion locale des points d'eau, à la supervision des marchés à bétail et à l'organisation de dialogues réguliers entre éleveurs, agriculteurs, pêcheurs, jeunes et femmes.

Il est recommandé de renforcer leurs moyens financiers, techniques et institutionnels, notamment à travers des budgets locaux dédiés, des partenariats avec les bailleurs et une meilleure intégration des mécanismes locaux de paix dans les politiques nationales.

Aux organisations régionales et mécanismes transfrontaliers

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la CBLT, l'Union africaine et les commissions mixtes transfrontalières devraient intensifier la coopération régionale autour des principaux corridors Cameroun-Tchad, Cameroun-RCA, Tchad-RCA et RCA-RDC. Cette coopération pourrait notamment porter sur l'harmonisation des normes pastorales, le partage d'informations, la coordination des patrouilles et la prévention du déplacement des réseaux criminels d'un corridor à l'autre.

Il est recommandé de mettre en place un Observatoire régional des flux pastoraux, des conflits et des économies illicites, capable de centraliser les données relatives aux mouvements de troupeaux, les incidents sécuritaires, les vols de bétail, les raçons, les taxes illégales et les zones de prédation.

La création d'un Fonds régional pour la transhumance sécurisée permettrait également de financer durablement le balisage des couloirs, les infrastructures pastorales, les mécanismes d'alerte précoce, les médiations transfrontalières et les systèmes de traçabilité.

Aux agences des Nations Unies, missions de paix et partenaires humanitaires

Les agences onusiennes, notamment la FAO, l'OIM, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour

les réfugiés, ainsi que les missions de paix comme la MINUSCA et la MONUSCO, devraient renforcer leur appui à la sécurisation des mobilités pastorales, à la protection des civils et à la médiation intercommunautaire.

En RCA, la MINUSCA pourrait poursuivre son appui à la sécurisation des routes pastorales, notamment à travers les patrouilles mixtes, la médiation entre éleveurs et agriculteurs, l'appui aux comités locaux de surveillance et la coordination avec les autorités centrafricaines et les pays voisins.

Dans l'est de la RDC, la MONUSCO devrait continuer à soutenir les mécanismes de protection des civils, de dialogue communautaire et de lutte contre les trafics illicites, en particulier dans les zones où les mobilités pastorales croisent les activités de groupes armés et de réseaux criminels.

Aux partenaires techniques et financiers

Les bailleurs bilatéraux et multilatéraux — Union européenne, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Fonds international de développement agricole, Agence française de développement, Agence allemande de coopération internationale, Agence des États-Unis pour le développement international, Agence japonaise de coopération internationale et autres partenaires — sont appelés à soutenir des programmes intégrés associant sécurité pastorale, infrastructures, gouvernance foncière, traçabilité du bétail, adaptation climatique et lutte contre les économies criminelles.

Cet appui devrait cibler prioritairement les zones frontalières sensibles, les marchés à bétail vulnérables, les couloirs non balisés, les points d'eau stratégiques et les territoires où les communautés pastorales sont exposées aux extorsions, aux vols, aux rançons et aux taxations illégales.

Les financements devraient être également accompagnés de mécanismes stricts de redevabilité afin de limiter la captation des fonds, la corruption et les détournements.

Aux organisations de la société civile, associations pastorales et ONG locales

Les organisations de la société civile, associations pastorales et ONG locales devraient être soutenues dans leurs missions de médiation, d'accompagnement juridique, de sensibilisation aux règles pastorales, de veille communautaire et de diffusion d'informations en langues locales.

Elles pourraient également contribuer à la prévention de l'instrumentalisation identitaire des conflits en organisant des forums intercommunautaires associant éleveurs, agriculteurs, pêcheurs, femmes, jeunes, autorités traditionnelles et représentants locaux de l'État.

Leur rôle est essentiel pour distinguer les communautés pastorales des réseaux criminels qui exploitent leur vulnérabilité et pour restaurer la confiance entre populations, autorités et forces de sécurité.

Aux universités, instituts de recherche et centres d'expertise

Les universités et instituts de recherche devraient être associés à la production de données fiables sur les flux de transhumance, les conflits agropastoraux, les réseaux criminels, les marchés à bétail et les dynamiques de financement illicite.

Ils pourraient contribuer à la cartographie des corridors, à l'analyse des zones à risque, à l'évaluation des politiques publiques, à la formation des décideurs et au développement d'outils numériques de suivi, de traçabilité et d'alerte précoce.

Une meilleure articulation entre recherche, décision publique et action locale permettrait de fonder les politiques pastorales sur des données empiriques, actualisées et territorialement précises.

Aux acteurs communautaires

Les comités de paix, leaders religieux, autorités coutumières, comités de veille pastorale et représentants communautaires devraient être pleinement intégrés aux dispositifs de prévention des conflits et de sécurisation des mobilités. Leur contribution demeure essentielle en matière d'alerte précoce, de médiation des litiges, de surveillance des couloirs et de diffusion de messages de prévention.

Les groupes d'autodéfense, lorsqu'ils existent, doivent être strictement encadrés par les autorités légitimes afin d'éviter leur transformation en milices, leur instrumentalisation politique ou leur implication dans des pratiques de racket et de violence armée.



Notes

- 1 FAO, FAOSTAT: Données de l'alimentation et de l'agriculture, <https://www.fao.org/faostat/fr/#home>.
- 2 FAO, Bulletin sur les moyens d'existence pastoraux, 2023, <https://www.fao.org/newsroom/detail/pastoralism-supporting-livelihoods-building-peace/fr>.
- 3 FAO et HCR, Rapports sur la transhumance et l'élevage en zone sahélienne, 2022, https://www.fao.org/uploads/media/Bulletin_Transhumance_PBF_01.pdf.
- 4 Ngo Ngouem Patricia, Lait : malgré une production en hausse en 2023, le Cameroun reste dépendant des importations, Investir au Cameroun, 13 août 2024, <https://www.investiraucameroun.com/agriculture/1308-21101-lait-malgre-une-production-en-hausse-en-2023-le-cameroun-reste-dependant-des-importations>.
- 5 OIM, Suivi des mouvements de transhumance : Transhumance Tracking Tool – Bassin du Lac Tchad, 2021.
- 6 Institut National de la Statistique, Commerce extérieur du Cameroun en 2023, 2024, <https://ins-cameroun.cm/statistique/commerce-exterieur-du-cameroun-en-2023/>.
- 7 Charline Rangé, Où en est le pastoralisme et comment penser son développement ?, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2018, <https://www.fao.org/3/I9268FR/I9268fr.pdf>.
- 8 ACLED, *Regional overview: Africa*, janvier 2024, https://acleddata.com/system/files/2026-04/Regional-Overview-Africa-January-2024_Translation_French.pdf.
- 9 OCHA, Cameroun : Extrême-Nord, Rapport de situation No. 39 - Décembre 2023-Janvier 2024, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-extreme-nord-rapport-de-situation-no-39-decembre-2023-janvier-2024>.
- 10 International Crisis Group, Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir, 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 11 IPIS, *Herding through insecurity: Militarization of pastoralism in CAR*, 2023, <https://ipisresearch.be/publication/herding-through-insecurity-new-report-on-the-militarization-of-pastoralism-in-the-central-african-republic/>.
- 12 ENACT-Africa, Le vol de bétail pousse les communautés d'Afrique centrale à bout, 2024, <https://enactafrica.org/enact-observer/le-vol-de-betail-pousse-les-communaut-es-d-afrique-centrale-a-bout>.
- 13 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque numéro 13, décembre 2025, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-013/fr/index.html>.
- 14 International Crisis Group, Violence et transhumance en Centrafrique: le temps d'agir, 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 15 FAO, DRC et CRS, Situation de la transhumance et étude socio-anthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine : Rapport conjoint de mission, mars 2015, https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/rapport-transhumance-FR.pdf.
- 16 OIM Cameroun, Atlas des pistes et infrastructures de transhumance dans l'Est, l'Adamaoua et le Nord, 2021, https://crisisresponse.iom.int/sites/g/files/tmzbd11481/files/appeal/documents/OIM_DTM_TTT_Rapport_cartographie-pistes-transhumance_Juillet-2021.pdf.
- 17 UNHCR et Fédération luthérienne mondiale, Étude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Adamaoua et de l'Est, 2016, <https://reliefweb.int/>

- report/cameroon/tude-sur-les-conflits-agro-pastoraux-dans-les-r-gions-camerounaises-du-nord-adamaoua.
- 18 Stopblablacam, Extrême-Nord : Les marchés à bétail de Moulvoudaye et Kalfou temporairement fermés, 10 April 2025, <https://www.stopblablacam.com/societe/1104-14162-extreme-nord-les-marches-a-betail-de-moulvoudaye-et-kalfou-temporairement-ferme>.
 - 19 Human Rights Watch, Cameroun : Deux ans après le massacre de Ngarbuh, la justice n'a toujours pas été rendue, 14 février 2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/02/14/cameroun-deux-ans-apres-le-massacre-de-ngarbuh-la-justice-na-toujours-pas-ete>.
 - 20 International Crisis Group, *Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales*, 2024, <https://www.crisisgroup.org/fr/brf/africa/central-africa/chad/b199-tchad-rompre-le-cycle-des-violences-agropastorales>.
 - 21 Global Protection Cluster, *Tchad : Région du Lac*, Analyse de protection, juillet 2022, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2022-09/220920_tchad_protection_analysis_update_final.pdf.
 - 22 Amnesty International, Tchad 2025, <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/chad/report-chad/>.
 - 23 OCHA, Chad: Overview of inter/intra-community conflicts (July 2024), <https://reliefweb.int/report/chad/chad-overview-interintra-community-conflicts-july-2024>.
 - 24 Rapport mondial 2024, *République centrafricaine*, Événements de 2023, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/central-african-republic>.
 - 25 Human rights quarterly brief on the Central African Republic, avril-juin 2025, https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/hrd_-_q2_-_quarterly_report_-_april_to_june.pdf.
 - 26 Saïbou Issa, Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun, *Africa Spectrum*, 40, 2 (2005).
 - 27 OIM, Tchad - Dashboard de suivi des mouvements de transhumance 1 (octobre-décembre 2022), <https://dtm.iom.int/reports/tchad-dashboard-de-suivi-des-mouvements-de-transhumance-1-octobre-decembre-2022>.
 - 28 OCHA, Tchad : Aperçu des conflits inter/intracommunautaires - juillet 2025, OCHA, juillet 2025, <https://www.unocha.org/publications/report/chad/tchad-aperçu-des-conflits-interintracommunautaires-juillet-2025>.
 - 29 Human Rights Watch, Rapport mondial 2025 : République démocratique du Congo - Événements de 2024, <https://www.hrw.org/world-report/2025/country-chapters/democratic-republic-congo>.
 - 30 MONUSCO, La MONUSCO condamne l'attaque du groupe armé ADF ayant coûté la vie à 43 civils à Komanda et intensifie ses efforts de protection en Ituri, 27 juillet 2025, https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/2025-12/cp-la_monusco_condamne_lattaque_ayant_coute_la_vie_a_43_civils_a_komanda_et_intensifie_ses_efforts_de_protection_en_ituri_27_juillet_2025.pdf.
 - 31 Amnesty International, *The State of the World's Human Rights*, avril 2024, <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2024/04/POL1072002024ENGLISH.pdf>.
 - 32 Bruno Kolaouna Labara et al, La pêche artisanale par canaux dans la plaine du Logone : une rentabilité source de conflits entre pêcheurs, *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 75, 2 (2020).
 - 33 Souapibé Pabamé Sougnabe, Conflits agriculteurs-éleveurs en zone soudanienne au Tchad : une étude comparée de deux régions : Moyen-Chari et Mayo-Kebbi, 2003, <https://hal.science/hal-00136995v1/document>.
 - 34 International Crisis Group, Cameroun : apaiser les luttes liées à l'eau dans l'Extrême-Nord, Briefing Afrique n° 197, avril 2024, <https://www.crisisgroup.org/fr/brf/africa/central-africa/cameroon/b197-curbing-feuds-over-water-camerouns-far-north>.
 - 35 FAO, Des appuis agropastoraux pour les populations vulnérables dans le Logone-et-Chari, 26 juin 2023, <https://www.fao.org/cameroun/actualites/detail/Des-appuis-agropastoraux-pour-les-populations-vuln%C3%A9rables-dans-le-Logone-et-Chari-/fr>.
 - 36 UNHCR, *Regional Trends: Forced Displacement in West and Central Africa in 2025*, juin 2025, <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-06/west-central-africa-regional-trends-forced-displacement-2025.pdf>.
 - 37 UNHCR, *Far North Cameroon Emergency - Final Report*, 6 octobre 2022, <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/96571>.
 - 38 Kossoumna Liba'a et Aboukar Mahamat, Conflits pastoraux-haliéutiques dans le Logone : Chevauchement espaces Peuls/Mousgoum, *Revue d'Études Agropastorales*, 15(2), 45-67, 2023.
 - 39 OCHA, Cameroun : Extrême-Nord, Rapport de situation n° 37 - octobre 2023, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroun-extreme-nord-rapport-de-situation-no-37-octobre-2023>.
 - 40 Fédération internationale pour les droits humains, Nigéria : les crimes de masse de Boko Haram, 2016, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/Nigériabokoharam656fweb-2.pdf>.
 - 41 Human Rights Watch, Cameroun : les attaques de Boko Haram s'intensifient dans la région de l'Extrême-Nord, 2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/05/cameroun-les-attaques-de-boko-haram-sintensifient-dans-la-region-de-lextrême-nord>.
 - 42 Bobbo Moussa, Boko haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : l'arbre qui cache la forêt, Institut français des relations internationales, 2022, <https://www.>

- ifri.org/fr/notes/boko-haram-dans-la-region-de-lextreme-nord-du-cameroun-larbre-qui-cache-la-foret.
- 43 ACLED, données extraites pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024, <https://acleddata.com/>.
 - 44 ENACT-Africa, Le vol de bétail pousse les communautés d'Afrique centrale à bout, 2024, <https://enactafrica.org/enact-observer/le-vol-de-betail-pousse-les-communaut-es-d-afrique-centrale-a-bout>.
 - 45 Rapport de terrain sur la sécurité pastorale dans l'arrondissement de Bélel (Région de l'Adamaoua), manuscrit non publié, 2019.
 - 46 Baïzoumi Wambae Sylvain, rapport d'enquête de terrain non publié (2025).
 - 47 Groupe d'experts des Nations Unies sur la Libye, *Final report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011)*, S/2017/466, 2017 ; Redouan Najah et Rida Lyammouri, Le Tchad face au FACT : une offensive de rebelles et une résistance d'État, Policy Center for the New South, 2021, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2021-10/RP_02-21_Najah-Lyammouri_0.pdf.
 - 48 Edward Mcallister et David Lewis, Explainer: Who are the rebels threatening to take Chad's capital?, Reuters, 21 avril 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/who-are-rebels-threatening-take-chads-capital-2021-04-21/>.
 - 49 Groupe d'experts des Nations Unies sur la Libye, *Final report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011)*, S/2017/466, 2017 ; Small Arms Survey, *Lost in Trans-nation: Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border*, 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/lost-trans-nation-tubu-and-other-armed-groups-and-smugglers-along-libyas-southern-border>.
 - 50 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1970 (2010) (S/2021/229), <https://docs.un.org/s/2021/229>.
 - 51 Alexandre Bish, Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>; Opex360, L'armée tchadienne dit avoir tué plus de 300 rebelles dans le nord du pays, 19 avril 2021, <https://www.opex360.com/2021/04/19/larmee-tchadienne-dit-avoir-tue-plus-de-300-rebelles-dans-le-nord-du-pays/>.
 - 52 Reuters, *U.S. says Chad rebels heading towards capital from north*, 18 avril 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/us-says-chad-rebels-heading-towards-capital-north-2021-04-18/>; Alice Fereday, Chad: Political crisis significantly disrupts human smuggling, June 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/Human-smuggling-and-trafficking-ecosystems-CHAD.pdf>.
 - 53 Ibid.
 - 54 Alice Fereday, Chad: political crisis significantly disrupts human smuggling, GI-TOC, June 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/human-smuggling-trafficking-ecosystems-north-africa-sahel/>.
 - 55 GI-TOC, Le plus grand terrain aurifère du Tchad, Kouri Bougoudi, est essentiel pour les efforts de stabilisation de la région, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risqué, n° 2, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/01-chads-largest-goldfield-central-to-stabilization-efforts.html>; ENACT, Africa Organised Crime Index 2021, <https://africa.ocindex.net/2021/country/chad>.
 - 56 Alwihda Info, Tchad : 1309 armes de différents calibres saisies par la commission mixte, 31 août 2021, <https://www.alwihdainfo.com/tchad-1309-armes-de-differents-calibres-saisies-par-la-commission-mixte-a106661/>.
 - 57 OIM, Tchad — Suivi des urgences : situation des orpailleurs bloqués dans le nord du Tchad, 1-14 juin 2022, <https://dtm.iom.int/reports/tchad-suivi-des-urgences-situation-des-orpailleurs-bloques-dans-le-nord-du-tchad-1-14-juin>.
 - 58 Small Arms Survey, Union des Forces de Résistance (UFR), juillet 2010, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/HSBA-Armed-Groups-URF.pdf>.
 - 59 Alexandre Bish, Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>.
 - 60 FAO Tchad, Le Tchad et la RCA renouent le dialogue sur la mobilité pastorale, 6 décembre 2019.
 - 61 FAO, Transhumance transfrontalière : le Cameroun, la Centrafrique et le Tchad valident les couloirs de mobilité pastorale entre leurs pays, 13 février 2023, <https://www.fao.org/cameroun/actualites/detail/Transhumance-transfrontali%C3%A8re-le-Cameroun-la-Centrafric-ue-et-le-Tchad-valident-les-couloirs-de-mobilit%C3%A9-pastorale-entre-leurs-pays-fr>.
 - 62 Small Arms Survey, *Lost in Trans-nation: Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border*, 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/lost-trans-nation-tubu-and-other-armed-groups-and-smugglers-along-libyas-southern-border>; Groupe d'experts des Nations Unies sur la Libye, Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011), Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2019/914, 2019.
 - 63 VOA Afrique et AFP, *Chad rebels say killed 10 soldiers, government denies claim*, 27 août 2022, <https://www.voanews.com/a/chad-rebels-say-killed-10-soldiers-government-denies-claim-/6719504.html>.
 - 64 Africanews, Tchad : Déby en visite dans le nord après une "attaque" contre l'armée, 18 août 2023, dernière mise à jour le 13 août 2024, <https://fr.africanews.com/2023/08/18/tchad-deby-en-visite-dans-le-nord-apres-une-attaque-contre-larmee/>.
 - 65 Tamaltan Ines Sikngaye, Transhumance au Tchad : entre survie pastorale et menaces sur la biodiversité, 2025,

- <https://fr.mongabay.com/2025/05/transhumance-au-tchad-entre-survie-pastorale-et-menaces-sur-la-biodiversite/>.
- 66 FAO et PAM, Rapport spécial — Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) en République Socialiste Démocratique de Sri Lanka, Septembre 2022, <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cc2185fr>.
- 67 OCHA Tchad, Bulletin humanitaire – Nord du Tchad, édition spéciale 2023, 2023, <https://www.unocha.org/publications/report/chad/tchad-mise-jour-humanitaire-avril-2023>.
- 68 Fondation Friedrich-Ebert, Vulnérabilité dans les zones touchées par le conflit au Cameroun : causes, manifestations et conséquences sur les populations, juin 2020, <https://collections.fes.de/publikationen/content/titleinfo/460685>.
- 69 Valerio Colosio, *Between violence, geopolitical competition, and the quest for social justice: Chad's road to elections*, ACLED, 30 avril 2024, <https://acleddata.com/report/between-violence-geopolitical-competition-and-quest-social-justice-chads-road-elections>.
- 70 International Crisis Group, République centrafricaine : les urgences de la transition, 2013, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-african-republic/203-republique-centrafricaine-les-urgences-de-la-transition>.
- 71 ACAPS, République centrafricaine : Conflit – déc. 2013-fév. 2014, https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/r-abc-rca-resume-executif.pdf; Human Rights Watch, « Ils sont venus pour tuer » Escalade des atrocités en République centrafricaine, 2013, <https://www.hrw.org/fr/report/2013/12/19/ils-sont-venus-pour-tuer/escalade-des-atrocites-en-republique-centrafricaine>.
- 72 USAID, *Pastoralism in contested spaces of southwest Central African Republic*, 2020, https://tenuresecurity.org/wp-content/uploads/2021/07/USAID-AMPR-Pastoralism-Issue-Brief_FINAL.pdf. ; Thierry Vircoulon, Les Peuls Mbororo dans le conflit centrafricain, Institut français des relations internationales, 2021, https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/vircoulon_peuls_conflit_2021.pdf.
- 73 FAO, DRC et CRS, Situation de la transhumance et étude socio-anthropologique des populations pastorales après la crise de 2013–2014 en République centrafricaine, 2015, https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/rapport-transhumance-FR.pdf; Concordis International, Pastoralisme en transition : évolution des dynamiques économiques et sociales entre éleveurs, agriculteurs et mineurs dans le sud-ouest de la République centrafricaine, 2020, <https://concordis.international/reports/pastoralism-in-transition-evolving-economic-and-social-dynamics-between-livestock-herders-farmers-and-miners-in-south-western-central-african-republic>.
- 74 Danish Institute for International Studies, *The politics of pillage: The political economy of roadblocks in the Central African Republic*, 2017, <https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2017/12/1711-CAR-roadblocks-English.pdf>.
- 75 International Crisis Group, Violence et transhumance en Centrafrique: le temps d'agir, 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 76 Guy-Florent Ankogui-M'Poko, Étude des dynamiques conflictuelles dans les zones transfrontalières de la République centrafricaine, Centre pour le dialogue humanitaire, février 2020, <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2020/12/Etude-des-dynamiques-conflictuelles-dans-les-zones-transfrontalieres-de-la-RCA-fevrier-2020.pdf>.
- 77 HRW, "They said we are their slaves", *Sexual violence by armed groups in the Central African Republic*, 2021, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/car1017_web_1.pdf.
- 78 CICR, Bulletin humanitaire RCA-Tchad, 2020, <https://www.icrc.org/fr/document/tchad-notre-action-en-2020>.
- 79 Radio Ndeke Luka, RCA-Bria : les autorités en quête de solutions au problème de transhumance dans la Haute-Kotto, 15 mars 2021, <https://www.radiondekeluka.org/36699-rca-bria-les-autorites-en-quete-de-solutions-au-probleme-de-transhumance-dans-la-haute-kotto>.
- 80 Benjamin Petrini, *The Central African Republic: domestic insurgency, foreign intervention and peace prospects*, International Institute for Strategic Studies, 25 octobre 2021, <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2021/10/conflict-briefing-the-central-african-republic/>. ; International Crisis Group, Violence et transhumance en Centrafrique: le temps d'agir, 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 81 OCHA RCA, Bulletins humanitaires, 2022, <https://www.unocha.org/publications/report/central-african-republic-republique-centrafricaine-bulletin-dinformation-jan-juin-2022-fonds-humanitaire-rca>.
- 82 FAO, Bulletin 1er semestre 2023, 30 juin 2023, https://www.fao.org/uploads/media/Bulletin_Semestre1_2023_FAORCA.pdf.
- 83 Ledio Cakaj, *On the Heels of Kony: The Untold Tragedy Unfolding in the Central African Republic*, Enough Project, juin 2010, <https://enoughproject.org/files/On%20the%20Heels%20of%20Joseph%20Kony.pdf>.
- 84 Voir <https://crisistracker.org/>.
- 85 FAO, République centrafricaine : Stratégie d'appui à la résilience, Renforcement des moyens d'existence agropastoraux (2018-2023), <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i9314fr>.

- 86 Famine Early Warning Systems Network, Central Africa Republic Livelihoods Zones, <https://fews.net/west-africa/central-african-republic/livelihood-zone-map/july-2013>.
- 87 UN-Cameroon, Transhumance transfrontalière : le Cameroun, la Centrafrique et le Tchad valident les couloirs de mobilité pastorale entre leurs pays, 2023, <https://cameroon.un.org/fr/221919-transhumance-transfrontali%C3%A8re-le-cameroun-la-centrafrique-et-le-tchad-valident-les-couloirs>.
- 88 UNHCR, Situation des populations pastorales déplacées dans le Sahel central, 2014, <https://data.unhcr.org/fr/situations/sahelcrisis>.
- 89 International Crisis Group, Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, 2014, <https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/the-security-challenges-of-pastoralism-in-central-africa-french.pdf>.
- 90 Saverio Krätli et Camilla Toulmin, Conflits entre éleveurs et agriculteurs en Afrique subsaharienne ?, International Institute for Environment and Development, Octobre 2020, <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2021-01/10208FIIED.pdf>.
- 91 OCHA RCA, Bulletins humanitaires, 2019, <https://www.unocha.org/publications/report/central-african-republic/bulletin-humanitaire-r-publique-centrafricaine-num-ro-45-juin-2019>.
- 92 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Avec le renforcement de la mainmise d'un groupe armé non étatique sur les ressources dans l'ouest de la République centrafricaine (RCA), une intensification des violences est à craindre, Bulletin de risque numéro 2, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/02-non-state-armed-group-tightens-grip-over-resources-in-western-car.html>.
- 93 FAO, DRC et CRS, Situation de la transhumance et étude socio-anthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine : Rapport conjoint de mission, mars 2015, https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/rapport-transhumance-FR.pdf.
- 94 FAO, L'impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, 2025, <https://www.fao.org/publications/fao-flagship-publications/the-impact-of-disasters-on-agriculture-and-food-security/fr>.
- 95 Saïbou Issa, La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant, *Polis, revue camerounaise de science politique*, 13, 1-2 (2006), https://www.cicc-iccc.org/public/media/files/prod/onglet_files/179/IssaSaïbou.pdf.
- 96 Eromo Egbejule, *Kidnappings soar in central Africa's 'triangle of death'*, *The Guardian*, 16 juillet 2024, <https://www.theguardian.com/world/article/2024/jul/16/kidnappings-surge-triangle-of-death-chad-cameroon-central-african-republic-security>.
- 97 Christian Seignobos, Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun : Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo, *Afrique contemporaine*, 239(3), 35-59, 2011.
- 98 Fanta Dada Petel et Thierry Vircoulon, Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurités d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride, IFRI, 2021, https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/dada-petel_vircoulon_peuls_mbororo_cameroun_2021.pdf; David Kadekoy-Tigagué, Commercialisation des bovins sur pieds en République centrafricaine : dynamique d'une filière transfrontalière, 2008, https://www.slire.net/download/2039/communication_kadekoy_yaound_-2008.pdf.
- 99 Remadji Hoinathy et Allioum Tondandi, Les enlèvements au Tchad pourraient déclencher une crise de sécurité régionale, Institute for Security Studies, 2024, <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-enlevements-au-tchad-pourraient-declencher-une-crise-de-securite-regionale>.
- 100 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Le groupe rebelle 3R de la République centrafricaine perd des territoires ainsi que le contrôle de l'économie illicite du bétail, ce qui nuit à sa légitimité et offre la possibilité à l'État d'intervenir davantage, Bulletin de risque numéro 9, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/fr/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>.
- 101 Amnesty International, Avec ou contre nous : La population prise en étau entre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, 2023, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2023/07/AFR1768382023FRENCH-1.pdf>.
- 102 Amnesty International, Cameroun : Témoignages et images satellite révèlent l'ampleur des destructions dans les régions anglophones, 2021, <https://amnistie.ca/sinformer/2021/cameroun/cameroun-temoignages-et-images-satellite-revelent-lampleur-des-destructions>.
- 103 Charline Rangé, Insécurités dans la région du lac Tchad : où en est le pastoralisme et comment penser son développement ?, FAO et CIRAD, janvier 2018, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/0eabc46d-0e22-46f2-a7ed-a8d47a6306d6/content>.
- 104 Flore Berger, Enlèvements au Sahel, une arme de guerre privilégiée, Institute for Security Studies, 2023, <https://issafrica.org/fr/iss-today/enlevements-au-sahel-une-arme-de-guerre-privilegiee>.
- 105 Oluwole Ojewale, *Cattle rustling pushes Central African communities to the brink*, ENACT, 19 décembre 2024, <https://enactafrica.org/enact-observer/cattle-rustling-pushes-central-african-communities-to-the-brink>.
- 106 ACLED, Données sur les conflits pastoraux et criminalité organisée au Sahel central, 2024, <https://acleddata.com/>.

- 107 Oluwole Ojewale, *Cattle rustling pushes Central African communities to the brink*, ENACT, 19 décembre 2024, <https://enactafrica.org/enact-observer/cattle-rustling-pushes-central-african-communities-to-the-brink>.
- 108 Flore Berger, *Enlèvements au Sahel, une arme de guerre privilégiée*, Institute for Security Studies, 2023, <https://issafrica.org/fr/iss-today/enlevements-au-sahel-une-arme-de-guerre-privilegiee>.
- 109 GI-TOC, *Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Le groupe rebelle 3R de la République centrafricaine perd des territoires ainsi que le contrôle de l'économie illicite du bétail, ce qui nuit à sa légitimité et offre la possibilité à l'État d'intervenir davantage*, Bulletin de risque numéro 9, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/fr/01-3r-rebel-group-in-central-african-republic-loses-control.html>.
- 110 République du Cameroun, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) : synthèse du volet Agriculture et Développement rural*, juillet 2006, <https://www.scribd.com/document/753274021/Cmr146628-Copie>.
- 111 International Crisis Group, *Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir*, 28 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 112 Leif Brottem, *La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale*, Bulletin de la sécurité africaine n. 39, Africa Center for Strategic Studies, 2021, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/08/ASB-39-FR-aug-4-AB.pdf>.
- 113 ENACT Africa, *Le vol de bétail pousse les communautés d'Afrique centrale à bout*, 2024 <https://enactafrica.org/enact-observer/le-vol-de-betail-pousse-les-communaut-es-d-afrique-centrale-a-bout>.
- 114 ENACT Africa, *Boko Haram orchestre des vols de bétail pour assurer sa survie dans le bassin du lac Tchad*, 2024, <https://enactafrica.org/enact-observer/boko-haram-orchestre-des-vols-de-betail-pour-assurer-sa-survie-dans-le-bassin-du-lac-tchad>.
- 115 AllAfrica, *Centrafrique : Violence et transhumance - Le temps d'agir*, 28 mai 2025, <https://fr.allafrica.com/stories/202505280470.html>.
- 116 International Crisis Group, *Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir*, 28 mai 2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/central-african-republic-chad/317-violence-et-transhumance-en-centrafrique-le-temps-dagir>.
- 117 OCHA, *Cameroun : Extrême-Nord, Rapport de situation No. 25*, septembre 2022, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroun-extreme-nord-rapport-de-situation-no-25-septembre-2022>.
- 118 Small Arms Survey, *Annual Report 2020*, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/2021-09/SAS-Annual-Report-2020.pdf>.
- 119 Célestin Delanga, *Le nord du Cameroun au centre du trafic transfrontalier d'armes*, ISS, 2024, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-nord-du-cameroun-au-centre-du-traffic-transfrontalier-darmes>.
- 120 Merril Paul Oyono Ateba, *La circulation illicite des armes légères et de petit calibre à la frontière commune Cameroun-RCA-Tchad : Enjeux et incidences sécuritaires (1960-2020)*, Thèse de doctorat, Université de Yaoundé I, 2022, <https://hdl.handle.net/20.500.12177/11422>.
- 121 CDHC, *Rapport annuel 2022 de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun*, <https://cdhc.cm/download/rapport-annuel-2022-de-la-cdhc/>.
- 122 Jakkie Cilliers, *Violence in Africa: Trends, Drivers and Prospects to 2023*, ISS, 20 août 2018, <https://issafrica.org/research/africa-report/violence-in-africa-trends-drivers-and-prospects-to-2023>.
- 123 Armed Conflict Location & Event Data, *ACLED data export tool*, 2024, <https://acleddata.com/conflict-data/data-export-tool>.
- 124 Cercle international pour la promotion de la création, *Rapport annuel 2022*, https://cipcre.org/documents/rapports/Rapport_2022.pdf.
- 125 OCHA RCA, *Rapports de situation humanitaire (2021-2023)*, <https://www.unocha.org/publications/report/central-african-republic/fonds-humanitaire-republique-centrafricaine-rapport-annuel-2023>.
- 126 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Central African Republic – Multi-year strategy 2024–2027*, https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-01/Central%20African%20Republic%20-%20Strategy%202024%20%E2%80%932027_0.pdf.
- 127 Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *République centrafricaine : Rapport de situation*, 5 décembre 2024.
- 128 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Le droit à l'alimentation et les conflits agriculteurs-éleveurs au Tchad*, janvier 2023, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/sdgs/19052023-Rapport-Etude-Droit-alimentation-et-Conflits-Agriculteurs-Eleveurs.pdf>.
- 129 Voir Ministère de la Défense du Cameroun, <https://mindef.gov.cm/secretariat-general/formations-unites/>.
- 130 OCHA, *Tchad : Aperçu des conflits inter/intracommunautaires*, 2024, <https://www.unocha.org/publications/report/chad/tchad-aperçu-des-conflits-interintracommunautaires-janvier-2024>.
- 131 FAO, *DRC et CRS, Situation de la transhumance et étude socio-anthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine : Rapport conjoint de mission*, mars 2015, <https://www.fao.org>.

- org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/rapport-transhumance-FR.pdf.
- 132 Ibid.
- 133 Amnesty International, Vivre de la terre et mourir pour elle : Violations des droits humains liées aux conflits entre éleveurs et agriculteurs au Tchad, 2025, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2025/11/AFR2002882025FRENCH.pdf>.
- 134 Ngo Nolla Pauline Priscille, La résolution juridique des conflits d'usages du foncier en contexte d'urbanisation galopante : cas du Cameroun, https://www.sfer.asso.fr/source/jr2022/articles/C53_116-NGO%20NOLLA-La%20r%C3%A9solution%20juridique%20des%20conflits%20d%E2%80%99usages%20du%20foncier%20en%20contexte%20d%E2%80%99urbanisation%20galopante%20%28Cameroun%29.pdf.
- 135 IPCC, *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>.
- 136 OCHA Tchad, Bulletin humanitaire – Nord du Tchad, édition spéciale 2023, <https://www.unocha.org/publications/report/chad/tchad-mise-jour-humanitaire-novembre-2023>.
- 137 ACAPS, Chad: Impact of floods, 31 October 2024, https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20241031_ACAPS_Chad_-_Impact_of_floods___pdf.
- 138 Laurence Caramel, De la Guinée au Tchad, les inondations font 3,5 millions de sinistrés et près de 900 morts, *Le Monde*, 12 septembre 2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/09/12/inondations-3-5-millions-de-sinistres-de-la-guinee-au-tchad-et-pres-de-900-morts_6315024_3212.html.
- 139 Charline Rangé, Insécurité dans la région du lac Tchad : où en est le pastoralisme et comment penser son développement ?, FAO et CIRAD, janvier 2018, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/0eabc46d-0e22-46f2-a7ed-a8d47a6306d6/content>.
- 140 ACLED, Violence des groupes armés au Tchad, Rapport 2022, <https://acleddata.com/series/conflict-watchlist-2022>.
- 141 Eleanor Beevor et Alexandre Bish, L'imbroglio tricontinental, Trafic d'armes, criminalité et violence aux frontières du Tchad, du Cameroun et de la République centrafricaine, GI-TOC, janvier 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/tri-border-tangle-arms-trafficking/>.



L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

issafrica.org



The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international rassemblant plus de 700 experts à travers le monde. La GI-TOC fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive de lutte contre la criminalité organisée.

globalinitiative.net